

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 474, 1,50 F  
JEUDI 26 NOVEMBRE 1970



**Les femmes  
dans  
la lutte  
de classes**

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)

Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 ans ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Les documents-photo insérés  
dans ce numéro ont été fournis  
par les agences suivantes :  
Bernard, A.D.N.P., A.F.P., Col-  
lombert, A.G.I.P. ainsi que pu-  
sés dans nos archives.

Le présent numéro est tiré  
27 000 exemplaires

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS FIANCÉE AVEC  
UN MARIN GREC OU  
UN PILOTE DE LIGNE ?

## Nanterre

Chacun sait le rôle qu'a joué dans les différents mouvements depuis Mai 68 cette nouvelle faculté de l'ouest parisien. Aussi ne peut-on s'étonner que le pouvoir ait délibérément choisi, dès la rentrée, de frapper là un grand coup. A travers un incident difficilement compréhensible pour la grande masse de l'opinion — la mise en cause de l'ancien Garde des Sceaux Foyer — il espérait séparer les révolutionnaires du gros des étudiants. Mais il a voulu trop en faire. C'est ce qu'explique Pierre Gautier en page 12.

## Cochin

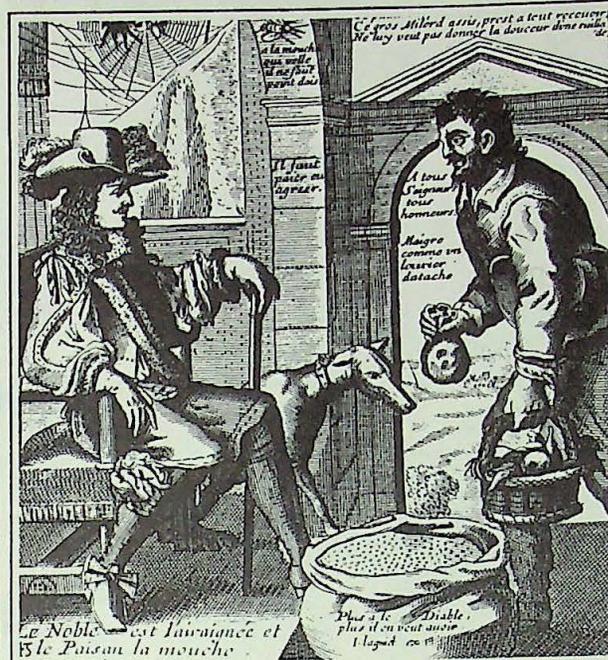
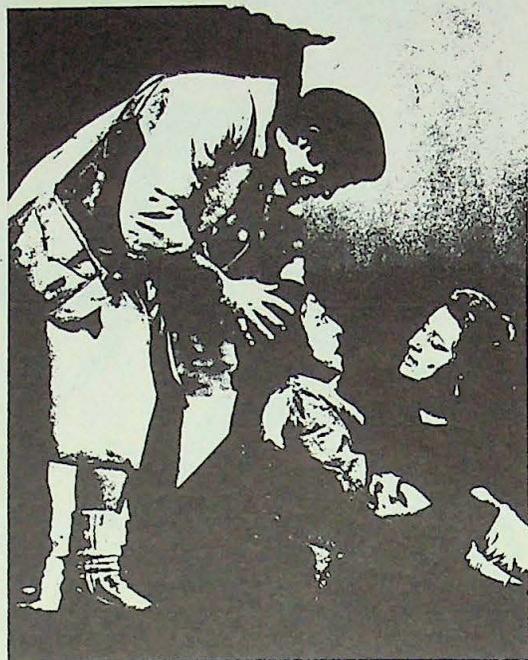
Vendredi dernier, une manifestation des étudiants en médecine remontait la rue de Rivoli et les Champs-Elysées, dénonçant la loi hospitalière. Cette action fait partie du plan de lutte — qu'a dressé le Comité d'Action de l'UNEF — qu'Albert Roussettes décrit en page 9.

## Université

Aux yeux de nombreux travailleurs, l'UNEF-Renouveau apparaît comme une organisation sérieuse, face aux outrances de certains groupes gauchistes. Mais qu'est-ce qui se cache sous cette façade ? Jacques Sauvageot soulève le voile (page 10).

## Femmes

De l'aveu même de ses organisateurs, les Etats Généraux de la Femme organisés au départ comme une opération publicitaire du journal « Elle » ont connu un grand retentissement. De nombreux problèmes qui pèsent sur la vie des femmes ont pu y être posés, mais dans une optique qui reste celle de la société bourgeoise. Y a-t-il d'autres actions possibles qui ne tombent pas dans un aventurisme incompréhensible ? Eliane Delatour répond en page 13.



# Le marquis de Fontefoco

Une mise en scène critique

Dominique Nores

Après s'être demandé comment jouer Brecht (*La noce chez les petits bourgeois* et *Tambours et trompettes*, cf. « T.S. » 28-11-68 et 13-11-69) puis, comment jouer Marivaux (*Les acteurs de bonne foi*) Jean-Pierre Vincent et son dramaturge Jean Jourdeuil, tentent de reconnaître comment, de nos jours, on peut jouer Goldoni (1) La somme de ces entreprises fait de ces questions partielles une interrogation plus large : comment peut-on faire aujourd'hui un théâtre de mise à jour des structures de notre société pour qu'injustices et aliénations sautent aux yeux ?

La pièce montre la perturbation que crée, dans un village de montagne des environs de Naples, l'arrivée d'un jeune marquis héritier des terres que les paysans cultivent. La première démarche sociale que sa classe attend de lui, c'est évidemment que, par son comportement, il aide son intendant à percevoir, ou même à augmenter les redevances. Parce qu'il ne songe qu'à courir

les filles, il voit les paysans passer de la soumission (à une situation sociale qu'ils ont toujours acceptée) à la révolte ouverte.

Vincent et Jourdeuil ont choisi de multiplier les voix de ce petit peuple des campagnes dès l'adaptation du texte traduisant ainsi Goldoni « au tribunal de l'histoire ». Quand celui-ci passe trop vite sur un comportement, eux s'attardent montrant à l'intérieur d'une comédie bourgeoise, le caractère aigu des luttes de classes.

Ici, les caractères ne conditionnent pas l'action ; ils sont conditionnés par les situations ou mieux transformés par elles. Entre le moment où le marquis arrive, décidé à exercer sur ses serfs son caprice, né selon lui de la pérennité forcée de ses droits de naissance, et le moment où il repart, sentant qu'il a déplu, pour préserver au moins l'essentiel : sa subsistance matérielle dans un monde où tout travail se fait sans lui, il y a juste le temps nécessaire pour que la cons-

science de ses intérêts lui vienne.

La séquence où il s'est persuadé que, déguisé en valet de ferme avec une blouse grise et un béret enfoncé jusqu'aux oreilles, il sera plus libre pour courtiser les paysannes, et où il se fait rosser, quoique reconnu, quoique ayant conscience de l'être, a fait beaucoup pour son instruction. Le rôle est joué par Maurice Bénichou avec un mélange de gentillesse affectée, de dureté, de naïveté également. Certaines scènes qu'il joue les pieds en dedans évoquent le Charlot des *Temps Modernes* affronté à une société qu'il ne comprend pas. D'un côté comme de l'autre, ce n'est pas l'individu qui est en jeu mais sa place dans le système en vigueur. Le jeu qui, par moment, décolle totalement du jeu réaliste, n'a pour intention que de faire voir.

(1) Le Marquis de Montefosco. Grenier de Toulouse. Théâtre Daniel Sorano. A partir du 24 novembre.

## Un film à voir

« Reprise du Travail chez Wonder » par une équipe de l'I.D.H. E.C. en grève à l'époque en Mai 68. Excellente ouverture de rideau à « Camarades » (voir à l'intérieur). Il y a la gréviste « qui ne sait pas arrêter une grève », parce qu'elle sent avec ses tripes qu'une grande occasion a été manquée et elle en pleure de rage. Deux bureaucrates C.G.T. qui expliquent tout, même la victoire de la reprise. Un

gauchiste, très formé mais qui n'est pas de l'endroit. Le contremaître qui a compris que pour lui le pire a été évité. Mieux qu'un document, un témoignage.

## Variétés

« Marx était un hippie et dans une brume rouge lénifiée, on l'avait oublié » déclame Léo-de-hurle-évain. La révolution soldée au prix d'une place de music-hall. Ce que

chante Ferré, nous ne l'agréons pas toujours ; mais il le chante bien.

## Censure

A l'heure où le droit de jouer « L'Infâme » dans ses murs est refusé à Roger Planchon par la municipalité réactionnaire de Nancy, le théâtre national Algérien refuse d'accueillir une tournée de « Octobre à Angoulême », en raison du caractère anticommuniste de l'œu-

# Vietnam... Vietnam... Vietnam!

Manuel Bridier

La guerre du Vietnam n'est pas terminée. La lecture de certains journaux pourrait faire croire que ce n'est pas là une évidence pour tout le monde.

La reprise des bombardements américains sur le territoire de la R.D.V.N. n'a pourtant pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. En fait, ces bombardements n'ont jamais été complètement interrompus. C'est leur caractère massif et la proximité des grands centres urbains qui introduit un nouveau facteur d'aggravation dans les bombardements de ces derniers jours.

Ainsi apparaît plus clair le véritable jeu du gouvernement Nixon. L'impérialisme américain n'a jamais cessé une seule minute de mener une guerre implacable contre le peuple vietnamien. Alors même qu'il interrompait les bombardements au Nord pour des raisons tout à la fois diplomatique internationale et de politique intérieure, il étendait la guerre au Laos et au Cambodge et massacrait les populations du Sud-Vietnam directement ou par fantoches interposés.

La conférence de Paris elle-même ne fut jamais une véritable négociation. Seule une interprétation erronée de cette conférence a pu faire croire qu'il s'agissait d'une interruption dans le déroulement de la guerre. Il s'agissait en réalité d'un prolongement politique de la guerre elle-même. La tribune de la conférence ne fut pas autre chose, pendant deux ans, que l'occasion d'une confrontation politique devant l'opinion mondiale, parallèlement à la confrontation militaire sur le terrain.

Sans doute le gouvernement des Etats-Unis, contraint à cette confrontation politique par la pression de l'opinion publique américaine, a-t-il compté sur une certaine confusion à cet égard pour désarmer l'opposition mondiale à sa politique, pour démobiliser le mouvement de solidarité mondiale envers le peuple vietnamien. Il faut reconnaître qu'il y est en partie parvenu.

Mais l'opération comportait pour lui un risque certain, dans la mesure où il ne peut opposer aucun argument solide, aucune solution politique sérieuse (ni non plus aucune solution militaire) aux propositions de la R.D.V.N. et du G.R.P. Le programme en 8 points, développé par Mme Binh au mois de septembre, a suscité un grand intérêt dans le monde entier et notamment dans les milieux pacifistes américains.

Le gouvernement des Etats-Unis s'aperçoit donc aujourd'hui qu'il s'est enlisé dans la bataille politique de la conférence comme il s'est enlisé dans la bataille des rizières. La reprise des bombardements au Nord est le réflexe de fuite en avant devant la constatation de son double échec.

Beaucoup se demandent s'il s'agit cette fois d'un simple « coup de semonce » ou d'une reprise définitive de l'escalade.

Il n'existe en fait aucune différence entre ces deux réponses. L'objet d'un « coup de semonce » est précisément de mesurer la résistance de l'adversaire pour savoir jusqu'où l'on peut aller par la suite. Bien entendu, ce n'est pas ici de l'adversaire vietnamien qu'il s'agit ! Les militaires américains ont acquis depuis longtemps une solide expérience de la tenacité du peuple vietnamien. Ce qu'ils veulent mesurer aujourd'hui c'est la sensibilité de leur propre opinion publique et de l'opinion mondiale.

Si les bombardements ne soulèvent pas trop d'agitation aux Etats-Unis et dans les capitales occidentales, ils pourront reprendre à tout instant et l'escalade militaire deviendra l'exutoire naturel pour l'incapacité politique du gouvernement Nixon.

C'est assez dire que les forces populaires dans le monde occidental ont ici un rôle décisif. Il ne s'agit aucunement cette fois de manifestations symboliques mais d'une action qui peut

influencer effectivement le comportement politique du gouvernement américain.

La question de la poursuite ou de l'interruption définitive des bombardements sur le Nord-Vietnam se jouera dans les rues de New York, Londres, Paris, Rome. Les forces pacifiques américaines sont évidemment les plus importantes dans ce combat contre la guerre mais elles ne peuvent rien sans le soutien d'un vaste mouvement mondial. Les éléments hésitants de l'opinion américaine doivent prendre conscience de l'isolement et du discrédit dans lequel sont plongés les Etats-Unis par la faute de leurs dirigeants.

A la fin de cette semaine, une nouvelle session de la Conférence Internationale sur le Vietnam doit se tenir à Stockholm. Elle marquera un nouvel essor de la lutte mondiale pour le soutien au peuple vietnamien. Mais il importe que la réponse à la provocation américaine soit encore plus rapide. La Conférence, elle-même, doit pouvoir faire le bilan de toutes les manifestations de masse, de toutes les manifestations de rue, de toutes les actions déjà entreprises par les masses populaires pour clamer leur haine de l'impérialisme américain, leur dégoût de la complicité effective de tous les gouvernements européens, leur solidarité jusqu'à la victoire avec le peuple révolutionnaire du Vietnam.

Il faut en particulier que toutes les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier français — sans aucune exclusive, sans aucune omission — multiplient les initiatives et les actions de masse contre l'agression américaine, pour le retrait immédiat des Américains et de leurs satellites, pour un Vietnam libre, un et socialiste. Et n'oublions pas notre propre gouvernement. Démasquons sa fausse neutralité. Exigeons la rupture avec la clique de Saïgon et la bande de Lon Nol ! Exigeons la reconnaissance du gouvernement royal khmer et du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam ainsi que l'ouverture des relations diplomatiques effectives avec la R.D.V.N. !

# Le new-look du P.C.F.

Jacques Gallus

Les membres du Comité Central du Parti Communiste ont probablement lu « L'Hexagonal ». Ce petit livre qui s'en prend à un certain vocabulaire hermétique très à la mode dans les cercles d'intellectuels, a dû faire jaillir dans les cerveaux communistes une leur d'autocritique.

En effet, le P.C. a mis à neuf ses méthodes de propagande. Il ne s'adresse plus aux camarades travailleurs mais à Madame et Monsieur. Il n'organise plus de réunions dans lesquelles un individu doué du savoir vient le transmettre pendant deux heures ininterrompues, avec des mots incompréhensibles pour qui n'a pas lu les quarante tomes des œuvres complètes de Lénine. Au contraire il proclame que « les communistes n'ont pas la prétention de penser à la place des autres, c'est pourquoi ils veulent le débat, le dialogue sincère et approfondi ».

Effectivement, depuis plusieurs semaines, le P.C. multiplie à Paris et en province des réunions-débats au cours desquelles chacun peut prendre la parole et poser la question qui lui plaît. Donc, puisque les actes suivent les intentions, on est fondé à se demander s'il n'y a pas là une démocratisation véritable du parti de Georges Marchais.

## Les mots et les choses

Le premier élément de réponse à apporter touche au problème du vocabulaire utilisé par les militants politiques socialistes. Ce vocabulaire est principalement issu des œuvres de Marx. En effet, pour construire un discours scientifique, Marx a eu besoin de créer des concepts qui n'existaient pas chez les analystes du capitalisme qui l'ont précédé. Ainsi, les expressions de force de travail, de plus-value et bien d'autres sont devenues courantes dans les écrits et les paroles de la famille de pensée socialiste. Bien sûr, il est normal que les économistes marxistes utilisent un vocabulaire spécifique de même que les biologistes ou les physiciens emploient le leur : chaque science a ses concepts propres sans lesquels elle est impuissante à exprimer ce qu'elle étudie et découvre.

De même est-il légitime que dans la tradition du mouvement ouvrier, on rencontre des mots qui ne sont pas ceux par lesquels s'exprime la pensée bourgeoise. En effet, le fondement de celle-ci consiste à nier la lutte de classes et à ignorer l'exploitation de l'ouvrier dans son travail. Par suite, un élément important de la stratégie bourgeoise est de ne pas utiliser ces mots — lutte de classes, exploitation, etc. — qui sont censés ne correspondre à aucune réalité.

Dès lors, lorsque le Parti Communiste abandonne certaines traditions ouvrières, par exemple en s'adressant à Monsieur et Madame et non plus aux camarades, on peut penser qu'il cède du terrain au mode de pensée dominant. En réalité, il essaye surtout de se séparer d'un vocabulaire agonisant. Car à force de parler à chaque coin de phrase de « la masse des

travailleurs dans leur juste lutte contre le capitalisme », il n'y a plus ni masse ni lutte et plus personne ne sait ce qu'est un travailleur. Pire, quand les soviétiques parlent d'internationalisme prolétarien et d'aide des peuples frères à la Tchécoslovaquie, ils n'emploient pas seulement des mots qui ont perdu leur sens mais ils nous abreuvant de mensonges ignobles.

sité du contrôle ouvrier qui s'impose. Lui seul peut permettre aux travailleurs d'être maîtres de leurs moyens de production et d'imprimer à l'économie une finalité qui ne soit pas celle du rendement pour le rendement, c'est-à-dire du profit pour le profit. Dans les municipalités, le pouvoir doit être représentatif de tous ceux qui, au sein des divers comités de quar-

Madame, Monsieur,

*Vous connaissez peut-être déjà personnellement certains d'entre nous. Vous avez peut-être déjà eu l'occasion de discuter avec l'un ou l'autre, de nous poser des questions, de nous dire votre opinion sur tel ou tel problème, de nous demander des éclaircissements sur tel ou tel aspect de nos activités.*

*Mais peut-être aussi les communistes restent-ils pour vous des inconnus, des gens un peu mystérieux sur lesquels on est informé que par ouï-dire. Or, quelle que soit votre attitude vis-à-vis de notre Parti, quels que soient les sentiments qu'il vous inspire — sympathie, crainte, hostilité — nous sommes certains que vous mesurez son importance dans la vie politique de notre pays. Il n'est pas possible d'ignorer les communistes dans la France d'aujourd'hui.*

*Le Parti Communiste Français est une réalité. Et nous pensons que cette réalité doit être connue telle qu'elle est vraiment, sans équivoque et sans faux-juyant.*

*Pour cela, nous ouvrons le dialogue avec vous. Un dialogue en toute franchise, en pleine lumière. Jamais aucun parti politique n'a ouvert une discussion avec cette ampleur, cette liberté et cette confiance.*

Francette LAZARD, membre du Comité Central du P.C.F.

C'est pourquoi on conçoit très bien que des mots qui avaient acquis leur noblesse dans le mouvement ouvrier international mais qui ont été depuis lors le support verbal d'une pratique totalitaire, soient devenus plus que vides de sens, insupportables, pour le citoyen moyen.

## Les racines de la démocratie

Le second élément de réponse au sujet du new-look du P.C.F. a trait au fond même du problème de la démocratie dans notre pays. Car changer sa manière de parler n'est qu'un changement formel et les catholiques savent bien que la première défense d'une église assiégée est de modifier sa liturgie. A cela les communistes répondent qu'ils vont bien plus loin que des changements dans les mots puisqu'ils organisent des réunions où désormais chacun peut poser les questions qu'il désire.

Prenons acte tout d'abord que, si c'est cela la démocratie, le P.C. jusqu'à ces derniers temps n'était donc pas un parti démocratique. Ensuite, l'expérience des réunions publiques nouvelle manière que le parti a tenues, montre qu'il n'y a pas, même dans la forme, beaucoup de changements. Car, d'une part, il est de fait difficile d'insister lorsque la question qu'on a posée n'a pas reçu de réponse satisfaisante et, d'autre part, les orateurs du P.C. n'ont pas perdu leur remarquable capacité d'éluider les questions.

Enfin, et c'est le fond du problème, il y a lieu de se demander si la démocratie, cela consiste à promener un micro dans une salle.

Pour nous, la démocratie consiste avant tout à donner le pouvoir à tous ceux auxquels la bourgeoisie et ses technocrates l'ont usurpé. Les lieux où le pouvoir s'exerce sont multiples et divers. Dans chacun d'entre eux, les forces populaires doivent acquérir la liberté dont elles sont privées.

Dans l'entreprise, c'est la néces-

sité de l'usage, etc., luttent pour un meilleur cadre de vie. Au niveau des moyens d'expression culturels et politiques, la démocratie signifie que chacun doit avoir les moyens matériels et juridiques de penser, de dire, de produire ce qu'il veut. Rompre le cercle métrou-boulot-dodo en permettant à toute créativité de s'exprimer sans être étouffée par un quelconque impérialisme culturel ou idéologique, tel est l'objectif démocratique.

On pourrait multiplier les exemples de ce genre. Sur ceux que l'on vient de prendre, que propose le Parti Communiste ?

Dans l'entreprise il propose une réforme juridique : le changement des propriétaires des moyens de production. De la main des patrons, ceux-ci passeront à celle de l'Etat. Mais quel Etat ? Si l'on en juge par les exemples étrangers que le P.C. se propose d'imiter, il s'agit d'un appareil ultra-centralisé aux services de bureaucrates qui ressemblent fort à ceux de chez nous. A la différence près que là-bas, ils sont plus nombreux qu'ici. Mais au niveau du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise au sein de laquelle ils passent le plus clair de leur temps, c'est blanc bonnet et bonnet blanc, comme dit l'autre.

Sur le plan municipal, les communistes ont une politique uniquement gestionnaire qui conduit, certes, à des réalisations sociales positives, mais laisse totalement de côté le problème du conditionnement des citadins par la « douceur de vivre » pompidolienne. De là à l'embourgeoisement des municipalités, il n'y a pas loin. Il ne suffit donc pas de demander plus d'argent au bénéfice des collectivités locales pour que le socialisme s'y installe. En Allemagne fédérale, les municipalités sont riches et il y a aussi des réalisations sociales ; il n'y règne pourtant pas exactement ce qu'on appelle la démocratie socialiste.



Sur le plan de l'expression culturelle et politique, les positions du P.C. sont plus qu'ambiguës. Qu'il s'agisse des réponses évasives que les dirigeants communistes font quand on les interroge sur la liberté de la presse dans la France socialiste ; de leur silence pesant au sujet du sort réservé en U.R.S.S. à tous ceux qui ne sont pas aux ordres, qu'ils soient écrivains, juifs, chrétiens ou de n'importe quelle minorité ethnique ; qu'il s'agisse enfin, pour citer un petit problème pratique, des difficultés systématiques que les municipalités communistes opposent à quiconque veut louer une salle municipale pour y tenir une réunion, s'il ne s'agit pas d'un ami politique.

## Quelle évolution ?

Si, sur chacun de ces points et sur bien d'autres encore, qui fondent une véritable démocratie, le Parti Communiste devait prendre des initiatives le dégageant de sa tradition bureaucratique, alors, il serait possible de dire que le nouveau style de ses réunions publiques est un signe parmi d'autres d'une évolution encourageante des méthodes et de la politique communiste. Mais jusque-là, les attaques que le P.C. porte contre le P.S.U. (Pierre Juquin dans un récent numéro de « L'Humanité ») en lui reprochant de vouloir imposer ses vues à l'ensemble du mouvement ouvrier ne sont qu'impostures. □

## « P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

16 - Les Travailleurs immigrés

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

# Colonianisme en Martinique

Jacques Inimod fut nommé maître auxiliaire de philosophie au lycée de jeunes filles de Fort de France en septembre dernier. Aux vacances de la Toussaint l'inspection académique informa celui-ci de sa mise à pied.

Comme dans des établissements de Martinique ou d'autres prétendus « départements ou territoires » d'Outre-Mer, le gouvernement colonialiste français utilise parfois une main-d'œuvre bon marché venue de la métropole par l'intermédiaire des V.A.T. (volontaires de l'assistance technique : jeunes gens faisant leur service militaire).

Bien entendu, et sans doute pour ne pas avoir une classe (une de plus !) sans maître, il existe dans ce lycée un V.A.T. qui fera l'affaire à la place de Jacques Inimod, en attendant qu'un professeur arrive de France. On voit là, si besoin en était, comment la « nouvelle armée française » permet de vider « légalement », comment elle permet à la répression de

s'abattre dans un cadre « légal ».

Nous disons « légalement » parce qu'en fait, et on s'en serait douté, Jacques Inimod est victime d'une mesure répressive de la part du gouvernement colonialiste français. Militant anticapitaliste conséquent, n'ayant jamais caché ses opinions, Inimod a été écarté par le ministère qui « donne son avis décisif » avant la désignation des fonctionnaires pour la Martinique.

A travers cet exemple concret nous pouvons voir une fois de plus, comment une mesure administrative « légale » permet d'écartier un gêneur. Nous pouvons aussi comprendre comment ce gouvernement

colonialiste, qui insiste pour dire qu'il faut que les autochtones prennent « des responsabilités » chez eux, sont écartés lorsque ces responsabilités sont prises dans la lutte contre le colonialisme français. Bien que second dans cette affaire, force nous est de constater à quoi sert le « service civil » de l'armée de Debré.

Nous assurons Jacques Inimod de toute notre solidarité, ainsi qu'à sa famille. De même nous demandons à tous les anti-impérialistes, à partir de cet exemple concret si besoin est, de lutter contre ce colonialisme français qu'on a trop tendance à oublier.

Exigeons la réintégration de Jacques Inimod, demandons aux Pouvoirs publics de s'expliquer !

A bas la répression coloniale.

Le peuple martiniquais mettra dehors les colonialistes de tout poil et prendra en main sa destinée. □

Editions du P.S.U.  
**LE CONTROLE OUVRIER**  
Prix pour 10 exemplaires : 10 F  
En vente : Librairie - T.S. -, 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 58-26-65 PARIS

# La troisième fusion de la Convention avec le P.S.

Martial Lemoine

Depuis Mai 68, la Convention des Institutions républicaines et le Parti Socialiste annoncent périodiquement le temps d'un congrès, qu'ils sont sur le chemin de l'unité et que leur fusion ne saurait tarder. Après deux ans d'échecs il convient de regarder les choses de plus près au moment où l'on nous annonce encore « un nouveau départ ». Constatons tout d'abord que la formule de ce « nouveau départ » a quelque peu changé par rapport à l'ancienne, celle du Congrès d'Alfortville, en mai 69, qui fut un divorce puisque la C.I.R. se retrouva ce jour-là à Saint-Gratien. De parti socialiste, nouveau et socialiste, mis en place à la base, tel que le souhaitaient les Assises de la C.I.R., à Levallois, en octobre 68, vous voici aujourd'hui à la « Délégation Nationale pour l'Unité Socialiste ». Autrement dit, les choses se feront cette fois-ci au sommet.

Pourquoi un tel revirement ? tout simplement parce qu'il faudrait qu'il y ait

encore une base à la C.I.R., en 1970, et les observateurs politiques suffisamment avertis savent très bien que la C.I.R. qui déplore tant la dispersion de la gauche, aujourd'hui, souffre davantage de la sienne.

Déjà à deux reprises, une partie des effectifs de la C.I.R. a « fusionné » avec le parti socialiste, lasse de ne plus savoir quel était le bon rendez-vous : une première fois, lors du congrès d'Alfortville, et une seconde, lors de la création du « Comité national pour un nouveau parti socialiste », présidé par André Labarsère, ancien député conventionnel, qui rallia le « nouveau » parti socialiste lors du congrès d'Issy-les-Moulineaux, avec une autre partie des conventionnels. Ces deux hémorragies, sans compter le découragement de nombreux militants de la Convention ne sachant plus dans quel camp atterrir, ont littéralement saigné à blanc une organisation qui tout en se réclamant de

« l'Unité des socialistes » racontait tous ses rendez-vous.

En fait, depuis la victoire du Non au référendum de 1969, les dirigeants actuels de la C.I.R. n'ont pas compris que leur désir d'une union organique avec l'ex-S.F.I.O. était inconciliable avec la volonté d'une partie d'entre-eux d'être « la gauche de la rigueur ». Alain Savary n'en fait-il pas lui-même aujourd'hui, la triste expérience en devant s'accommoder tant bien que mal des ententes centristes que lui dictent les notables de la S.F.I.O. pour les prochaines élections municipales, reniant en cela les résolutions « d'Union de la gauche » du Congrès du parti socialiste d'Issy-les-Moulineaux. Ce n'est pas par hasard que J.-P. Chevènement, l'un des représentants de l'aile gauche du parti socialiste, Secrétaire général du C.E.R.E.S., reconnaît que « tel qu'il est, le parti socialiste n'est pas viable ». Alors pourquoi cette « fusion » de la C.I.R. et du P.S. ? Parce que Alain Savary et ses amis pensent que le renfort

# Après Meulan

Mme Brigitte Gros, maire de Meulan fait partie des rares personnes qui, dans la région, ignorent tout du trafic de l'embauche (on ne sait toujours pas si elle est au courant).

Mme Brigitte Gros, bien que citée comme témoin dans l'affaire de Meulan n'est pas venue témoigner au procès de nos camarades. (C.F. T.S. N° 472.)

Mme Brigitte Gros a un mari qui est un des premiers contribuables de France et qui emploie beaucoup de travailleurs immigrés dans sa fabrique de sacs en plastique. Mme Brigitte Gros a obtenu de

la Cour de Sécurité de l'Etat un permis de visite le jour du deuil national, alors que tous les permis étaient supprimés ce jour-là pour que les prisonniers aient au moins une raison de regretter de Gaulle. Mme Brigitte Gros a donc visité Marc Hatzfeld dans sa prison et lui a à peu près tenu ce langage : « En sortant de prison réinsérez-vous dans la vie politique française, inscrivez-vous au parti radical, et aux prochaines municipales, on vous donnera une mairie. »

Les électeurs de Mme Brigitte Gros seront informés de ses bontés pour les gauchistes qu'elle trouve si sympathiques. □

M. Michel Rocard demande à M. le Premier ministre s'il est exact qu'un trafic d'embauche concernant les travailleurs immigrés existe en France.

Un certain nombre de témoignages confirme que ce trafic serait particulièrement important dans la région de Meulan et concernerait les usines de la Régie Renault à Flins et de la Sté Chrysler-France à Poissy.

Est-il exact qu'un ancien fonctionnaire des services de police, le sieur Marcel Dupont se serait fait remettre par des travailleurs immigrés d'importantes sommes d'argent pour faciliter leur embauche, ou préleverait une partie des salaires des travailleurs embauchés par son intermédiaire. Est-il exact que la Justice saisie de ces faits se serait déclarée impuissante à les réprimer.

Le Premier ministre peut-il donner des précisions sur les intermédiaires qui, officiellement ou clandestinement, se chargent d'obtenir des contrats de travail ou des cartes de résidence pour les immigrés. Ces intermédiaires ne se feraient-ils pas remettre des sommes très importantes sans commune mesure avec les frais administratifs ou la rémunération des démarches effectuées.

Une enquête administrative ou judiciaire a-t-elle été ordonnée sur ces pratiques ? Quel en a été le résultat ? Et quels sont les moyens que le Premier ministre entend mettre en œuvre pour que cesse une exploitation aussi scandaleuse des difficultés des travailleurs immigrés. □

## Dernière heure

Au moment où nous mettons sous presse nous apprenons qu'Alain Geismar notre camarade a été condamné à deux ans de prison par la Cour de Sécurité de l'Etat, une des plus scandaleuses des juridictions européennes. « Tribune Socialiste » reparlera la semaine prochaine de cette affaire.

Nous tenons seulement à souligner que Geismar a été condamné à la peine maximum que la bourgeoisie pouvait retenir contre lui dans le cadre de sa légalité.

de F. Mitterrand les aidera à desserrer l'étau centriste de la vieille S.F.I.O. qui prend de plus en plus de poids dans l'appareil et louche un peu trop en direction de J.-J. S.-S. Quant aux autres dirigeants de la Convention, le dernier carré de la fidélité, ils ont trop conscience que leur solitude n'est pas la meilleure façon pour eux d'éviter des « duels fratricides » avec le P.S. lorsqu'ils retourneront devant leurs électeurs, lors des législatives de 1973, pour retrouver un mandat parlementaire que Mai 68 leur a retiré. Excepté Charles Hernu, opposé à toute complaisance avec le P.S. et partisan d'un regroupement en dehors des appareils, il semble bien que ce soit Claude Estier qui ait rallié F. Mitterrand à ses thèses : la fusion ou le néant. Que restera-t-il de tout cela lorsqu'on aura mis

« la peinture blanche sur un banc vermoulu » (ce que F. Mitterrand refusait en 1968) ? Certainement pas la motion A.6 de Claude Estier, pour le congrès national constitutif du P.S., à Alfortville, qui supposait notamment : « Le recours aux formes modernes du combat politique qui ne saurait se limiter à la compétition électorale. » Messieurs Chandernagor, Defferre et autres centristes du P.S., n'ont certainement pas ces idées-là en tête.

Comme disait naguère Guy Mollet : « On entre au parti socialiste à gauche et on y reste au centre. » Pour certains Conventionnels, après la « fusion » attendons plutôt le point de rupture. Au P.S. on louche de moins en moins vers le parti communiste. N'est-ce pas, Monsieur Servan-Schreiber ? □

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Une grève a éclaté le lundi 9 novembre à Citroën-Forest, près de Bruxelles, entreprise où un millier de travailleurs montent les voitures de cette marque importées en Belgique. Le conflit est déclenché par des ouvriers maoïstes du groupe U.U.U. (Union Usine-Université), qui édite le journal « La Chaîne ». La décision se prend après un meeting improvisé à la porte de l'entreprise. Des travailleurs étrangers, surtout des Marocains, se mettent à l'avant-garde de la lutte.

Les syndicats sont contre. Et pour cause : le mouvement conteste l'accord passé entre les syndicats et la direction de l'entreprise. Les grévistes réclament le 13<sup>e</sup> mois, refusent la classification hiérarchique des salaires qui divise les travailleurs et exigent un abaissement des cadences.

La bourgeoisie réagit vite et brutalement. Le mardi 10, la police cerne le quartier. La gendarmerie a mis sur le pied de guerre une colonne blindée. Des autos-pompes sont mises en batterie. Policiers municipaux et gendarmes empêchent toute réunion de se tenir à la porte de l'usine et, pour « assurer la liberté du travail », font entrer de force les travailleurs dans l'usine ! A l'intérieur, les cadres et les nervis de la milice privée de Citroën ont retroussé leurs manches. 29 ouvriers sont licenciés sur le champ. Pendant la journée, d'autres travailleurs expriment leur mécontentement devant cette répression. Ils rempliront une deuxième charrette de 37 licenciés. Au total, 66 travailleurs, surtout des étrangers, sont mis à la porte.

Dans les jours qui suivent, les maoïstes ou les trotskystes de la J.G.S. qui distribuent des tracts, se font embarquer illico par la police. Seuls les mouvements révolutionnaires ont tenté quelque chose contre la répression et ont essayé de briser la conspiration du silence. La J.G.S., par exemple, a

# luttons ouvrières

distribué des tracts aux entreprises de Forest, faisant appel à la solidarité ouvrière contre la répression.

Les syndicats, quant à eux, ont fustigé les « meneurs » et les personnes « étrangères à l'entreprise ». Les représentants syndicaux se sont contentés, face au patron, d'enregistrer une déclaration de la direction qui a promis de « ne plus renouveler de telles mesures si le travail se poursuivait normalement ! »

## Syndicats, patrons et flics contre les grévistes

Cette grève et la répression qui s'en est suivie, s'inscrivent dans un contexte de remontée des luttes en Belgique, après une période de calme qui a duré de 1963 à 1970. A la fin de 1969, quelques grèves isolées éclatent, comme à Citroën-Forest. Puis, au début de l'année, c'est la grève de six semaines de 23.000 mineurs du Limbourg (1). Le textile de Gand entre également dans la lutte. En juin, trois importantes usines métallurgiques se mettent en grève : Michelin-Anderlecht, (avec occupation), Caterpillar-Charleroi et les forges de Clabecq.

Toutes ces grèves sont « sauvages ». Elles remettent en cause la politique de programmation sociale négociée par les syndicats et se déclenchent contre la volonté de ceux-ci. La nécessité de lutter contre les cadences a commencé à se faire sentir à Caterpillar. Certes, cet abaissement des cadences est revendiqué et non imposé. Mais l'on ressent une montée de la prise de conscience chez les travailleurs les plus combattifs. Cette combativité se rencontre chez les travailleurs les plus né-

# Soixante-six licenciés à Citroën-Bruxelles

gligés par les syndicats : les étrangers et les jeunes.

A ces grèves spontanées qui ont pu éclater, il faut ajouter tous les autres mouvements que les syndicats ont pu faire avorter ou reculer ! Avec les directions syndicales, les travailleurs en lutte ont donc rencontré un obstacle supplémentaire.

Délégués en désaccord avec leur syndicat, militants révolutionnaires ou travailleurs ayant une influence sur leurs camarades, ont formé des comités de grève. Dans l'offensive, une grave divergence est apparue entre maoïstes et trotskystes. Les premiers encouragent les ouvriers à déchirer leurs cartes syndicales et engagent la lutte ouverte contre les syndicats ; les seconds préconisent la reconquête des syndicats par la base. Les communistes quant à eux, soutiennent verbalement les grèves sauvages et participent inconditionnellement au travail syndical.

## Les entreprises françaises montrent l'exemple de la répression

Jusqu'à présent, ces luttes n'ont pas été victorieuses et la répression a été brutale : 40 licenciés à Caterpillar, 44 chez Michelin et 21 à Clabecq. La combativité des travailleurs belges se heurte donc à un front formé par le gouvernement, le patronat et les directions syndicales. Aussi, ressent-on chez les militants révolutionnaires la nécessité de lutter ensemble contre la répression.

Cette répression concerne aussi les travailleurs français. Car Citroën et Michelin emploient des méthodes de répression éprouvées en France. Il a été dit (mais cela n'a pas été prouvé) que des mercenaires de la C.F.T. auraient été envoyés à Bruxelles. Chez Michelin, au moment de l'occupation, la direction a battu le rappel des cadres et des chiens de garde anti-grévistes. Pour faire chasser les occupants, elle a donné des barres de fer à ses hommes de main et leur a donné un drapeau belge. Ce drapeau belge devait être le drapeau de la haine des ouvriers belges contre les ouvriers étrangers qui sont à la pointe de la lutte ! Il va sans dire que peu de travailleurs belges se laissent duper par une pareille mascarade. □

## Rhône-Poulenc

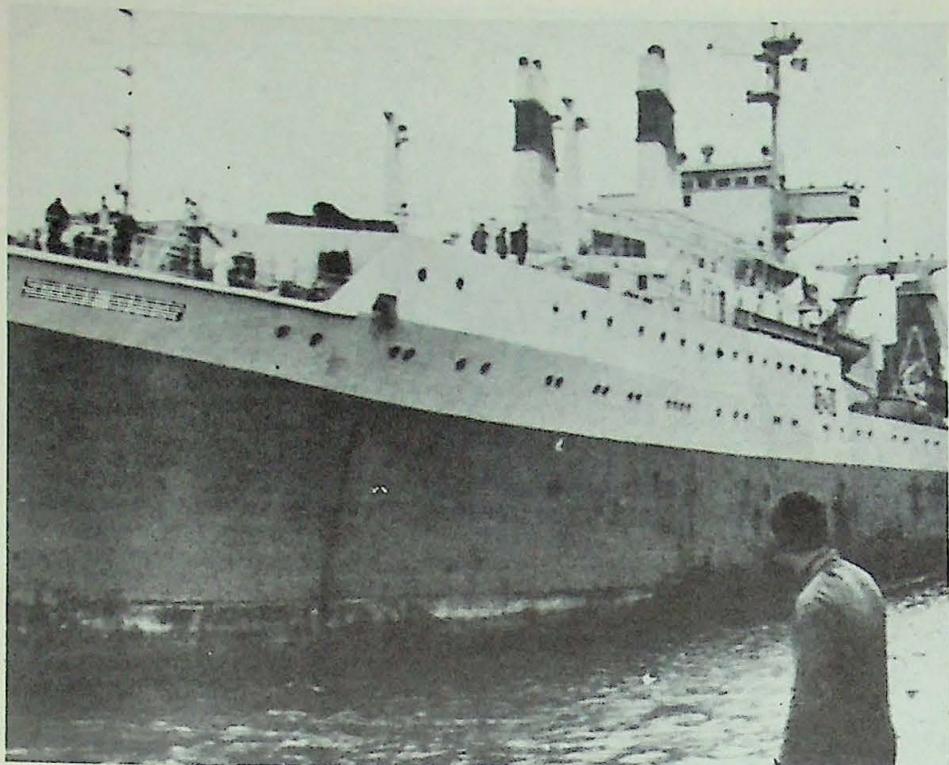
# Les travailleurs ne se laissent pas faire

Malgré les lettres de lock-out envoyées à 40 ouvriers de fabrication et la présence de l'inspecteur du travail, la direction n'a pas hésité le lendemain à lock-outer 125 ouvriers toujours en grève tournante.

Le directeur de Rhône-Poulenc a envoyé 40 lettres de lock-out aux travailleurs qui devaient reprendre leur service, tout en continuant le mouvement de grève tournante ; le vendredi une manifestation générale s'est formée spontanément parmi les travailleurs, afin d'aller protester contre la direction, et lui remettre les 40 lettres de lock-out. Ces lettres ont été déposées et certaines déchirées sur le bureau du directeur par mécontentement de l'ensemble des travailleurs.

Les travailleurs sont déterminés à maintenir leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

(1) Voir « T.S. », du 26 février 1970.



## Le conflit des navires-câblers

On a beaucoup parlé le mois dernier des efforts entrepris pour la recherche de l'épave de la Caravelle Ajaccio-Nice perdue en septembre 1968. La télévision, en particulier, a montré les extraordinaires photographies des débris de l'appareil, prises par le navire-câblé « Alsace » en octobre dernier au moyen d'une caméra sous-marine promenade par 2.300 mètres de profondeur. Réalisées au cours d'une navigation effectuée à l'aide d'appareils radio-électriques nouveaux, ces photographies, qui ont fait sensa-

tion jusqu'aux Etats-Unis, permettent en effet une localisation très précise des différentes parties de l'épave. Les chances de succès de leur récupération par les navires-câblés en sont donc multipliées. C'est ainsi que les membres de la commission d'enquête ont exprimé l'espoir d'aboutir à des résultats décisifs au sujet des causes de l'accident, lors d'une prochaine et dernière campagne de chalutage, en novembre et décembre 1970.

Or, au jour prévu d'appareillage des navires-câblés « Alsace »

et « Ampère », ceux-ci sont immobilisés par leurs états-majors qui, à l'unanimité ont décidé, le 16 novembre, une grève de durée indéterminée. Le conflit qui oppose les officiers à la direction des câbles sous-marins (P.T.T.) a sa source dans un litige, vieux de deux ans, portant sur, les rémunérations.

Les officiers et marins des navires-câblés naviguent et travaillent dans des conditions souvent ingrates dans des régions elles-mêmes souvent difficiles (Terre-Neuve, Labrador). Leur travail spécialisé requiert une longue formation technique. Conscient de ces particularités, le directeur des câbles sous-marins avait admis au cours de l'hiver 1969-1970, la parité des soldes de ses officiers avec celles des officiers des principales compagnies de navigation. Une étude comparative sérieuse a été jointe au dossier des revendications qui fut adressé à la direction des câbles sous-marins, le 26 mai 1970. Cette étude montre que les soldes des états-majors des câbles sous-marins sont en moyenne inférieures d'environ 15 % à celles des officiers des principales compagnies du commerce.

Six mois plus tard, où en sont les choses ?

La direction des câbles sous-marins a fait savoir aux délégués des officiers le 9 novembre 1970 que leurs revendications demeureraient sans réponse du service du ministère des Finances qui a pouvoir de décision. Le 16 novembre, les officiers des navires-câblés « Alsace » et « Ampère » ont donc décidé la grève. Les officiers du « Marcel Bayard », à Saint-Jean-de-Terre-Neuve, se sont déclarés solidaires et ceux du navire océanographique « Jean Charcot » (géré par les P.T.T.) appuient le mouvement.

L'absurdité de la situation actuelle éclate quand on considère :

- Que les officiers des navires câblés se trouvent en face d'un armateur qui dispose de tous les pouvoirs normaux de répression et de coercition en cas de grève mais se trouve dans l'impossibilité de trancher lui-même un tel conflit, alors qu'il a reconnu le bien-fondé des revendications.

- Que les officiers sont placés dans l'impossibilité de faire valoir et discuter leurs revendications auprès du service du ministère des Finances qui a pouvoir de décision, et, qui plus est, que ces officiers n'ont même pas l'assurance que ce service des Finances connaît exactement leur dossier.

- Qu'enfin, l'administration des gens de mer (Secrétariat de la Marine marchande) déclare aux officiers, par le canal de l'administrateur des Affaires maritimes de Toulon, après qu'il a été procédé au dépôt du rôle de l'« Alsace » et de l'« Ampère » que les officiers grévistes ne sont « ni embarqués ni débarqués » et qu'il s'ensuit 1) que leur navigation n'est pas valide ; 2) qu'ils ne peuvent prétendre au règlement des salaires acquis avant la grève (congés, primes impayées, etc.) fait sans précédent dans les annales de la Marine marchande !

Devant une telle carence, les officiers dénoncent l'irresponsabilité de directions administratives qui, se dérochant à la négociation, n'hésitent pas à compromettre le programme de recherche de l'épave de la Caravelle Ajaccio-Nice. Cette attitude leur paraît d'autant plus choquante qu'ils ont appris, comme tous les Français, de bouches ministérielles, l'importance qu'on prétend attacher en haut lieu à cette recherche pour la sécurité aérienne. □

## Les centres d'inadaptés toujours en grève

Considérant que les revendications qui avaient motivé la mise en grève le 21 octobre de quatre centres de l'enfance inadaptée, employant 120 travailleurs, n'ont jusqu'à présent abouti à aucune assurance officielle formelle, les travailleurs, appuyés par les familles, ont décidé de poursuivre la grève et d'occuper le C.H.U. Pitié-Salpêtrière, le jeudi soir 19 novembre.

Ils sont appuyés dans ce mouvement par les sections syndicales, le P.S.U., les étudiants en médecine du C.H.U.

Les travailleurs lancent un appel de soutien à l'ensemble des personnes concernées par ce problème.

Rappelons que les principales revendications posées dès le 21 octobre sont :

- réintégration immédiate de la formation de psychogénésiologie dans le secteur public,
- obtention de statuts professionnels.

Ils avaient d'autre part pris position en faveur d'une PRISE EN CHARGE PUBLIQUE de l'Enfance handicapée, s'élevant notamment contre l'attitude de charité officialisée qui masque la situation et donne bonne conscience.

### Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

#### VOUS PROPOSE

● Liste n° 6	
— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS .....	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET .....	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE .....	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEEZY .....	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED .....	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL .....	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE .....	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils .....	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON .....	24,00 F

Prix réel : ..... 112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

## ● Manufrance

Victoire des travailleurs de Manufrance après leur grève du printemps dernier. Les horaires sont réduits de 2 heures par semaine. Enfin les 40 heures !

## ● Saint-Etienne

« Les clients avec nous ! ». C'est le nouveau slogan des travailleurs des Nouvelles-Galeries, qui poursuivent leur action, même après avoir évacué les bureaux de la direction. Un meeting a réuni les travailleurs et les consommateurs.



## ● Suresnes

Le 13 novembre les 1.000 salariés des laboratoires pharmaceutiques SUBSTANTIA se sont mis en grève. Ils ne sont pas d'accord sur les conditions dans lesquelles se fera la décentralisation de l'usine à Orléans en juillet prochain : un travailleur sur deux doit être muté dans cette nouvelle usine.

## ● Air-Inter

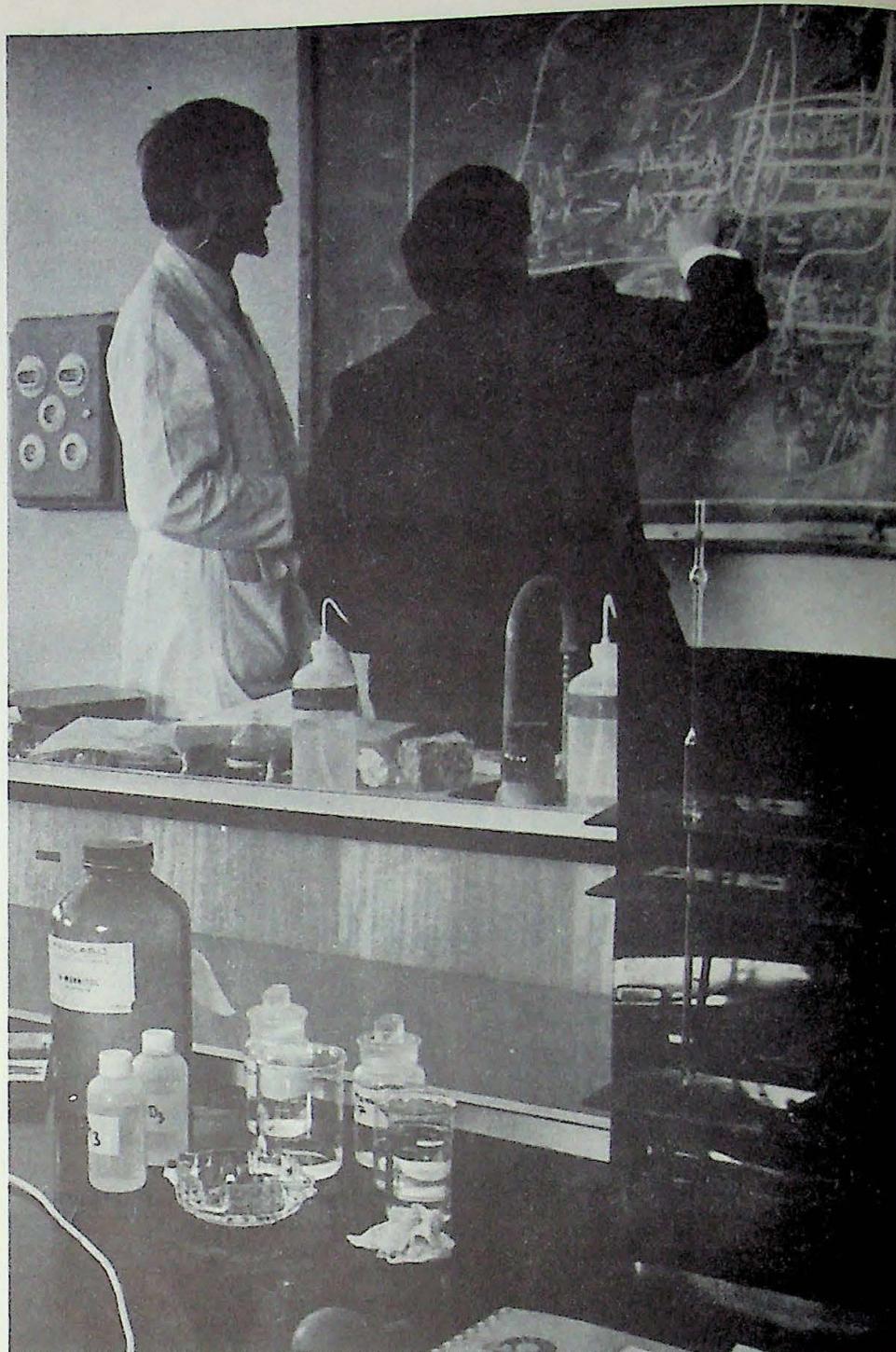
Une importante grève a paralysé le trafic d'Air-Inter. Les travailleurs demandent une réorganisation complète de la politique des salaires. La direction a répondu par un lock-out de 48 heures qui n'a eu pour conséquence que de durcir davantage le mouvement.

## ● Office d'H.L.M. de Paris

Une grève a été déclenchée à l'Office d'H.L.M. de Paris par les travailleurs des services Travaux, Architecture et Gérance. A la base du conflit il y a le refus d'appliquer les nouveaux taux de primes de gestion aux vérificateurs sous prétexte que l'administration ne sait plus si ces travailleurs dépendent de la préfecture ou du ministère de l'Équipement.

Profitant de ce conflit le personnel dénonce le désordre total de l'office d'H.L.M. : aucune satisfaction des revendications des auxiliaires, manque de personnel de gestion pour les 69.000 logements, organisation des emplois, bas salaires.

Là encore les travailleurs affirment leur détermination à imposer leur contrôle.



## ● Salines de l'Est

500 ouvriers se sont mis en grève le 19 novembre pour obtenir de meilleurs salaires et une amélioration des conditions de travail.

## ● Droit syndical

Un militant de la C.G.T. de la direction du travail avait lu une motion de soutien aux 800 élèves assistants sociaux venus manifester devant la direction du travail. Ce militant a été muté par les responsables de ce service, dont une des missions est justement de faire respecter le droit syndical.

## ● Potasses d'Alsace

Accident mortel au puits Amélie (Haut-Rhin). 900 mineurs se sont mis en grève pour réclamer des mesures de sécurité à la suite de cet accident et de la mise en service d'un nouveau système d'exploitation.

## ● Mines de fer de Lorraine

Une importante semaine d'action vient de se dérouler à l'initiative de la C.G.T. et la C.F.D.T. La revendication principale est celle des salaires. Des arrêts de travail ont eu lieu dans toutes les mines et dans chaque poste.



# Sur le front des luttes

# Les étudiants en lutte

Albert Rousselles

Depuis 15 jours, les étudiants en médecine de toutes les années du CHU-Cochin sont en grève totale, tant universitaire qu'hospitalière, à l'appel de leur CA-UNEF, pour lutter contre les applications concrètes de la politique santé du gouvernement :

- Sélection accrue dans le premier cycle, programmes démentiels, contrôle infernal des connaissances, et surtout, création d'un diplôme de fin d'études de premier cycle qui ne garantirait pas l'accès dans le second cycle (manière élégante d'éliminer une partie des étudiants, même s'ils ont satisfait aux examens). Alors que la difficulté de ces examens n'a pourtant cessé de croître ces deux dernières années.

- Remise en cause subreptice des fonctions hospitalières : de 4 ans elles étaient déjà passées à 3 ans. Un récent décret (8 octobre), en réduit la durée obligatoire à 2 ans.

- Lutte contre la participation : plus de 600 étudiants ont voté une plate-forme de lutte exigeant la démission du Conseil paritaire. Avec la seule opposition des cinq adhérents de l'Union des Etudiants communistes.

- Lutte contre la répression, qui après l'exclusion pour un an de l'Université de notre camarade Arnaud Collégnon, président du CA-UNEF Necker, menace maintenant un militant de Cochin, Francis Levi. Le Comité de grève, élu sur proposition du CA-UNEF Cochin, a orienté dès le début la lutte des étudiants vers le soutien aux luttes des travailleurs de la santé.

En effet, l'actuelle politique de reprise en main des facultés de médecine par le Syndicat autonome (représentant le corps professoral, dans sa majorité fascisant), la restauration mandarinale appuyée par le gouvernement et le Conseil de l'Ordre sont significatifs de l'alliance entre un « corps médical » poujadiste et les éléments avancés du capitalisme représentés au gouvernement : capitalisme sanitaire et trusts pharmaceutiques.

Ainsi, la question des fonctions hospitalières pose un problème: celui de savoir si le jeune praticien fera ses premières armes sur ses malades, sans aucune formation préalable, avec les conséquences (pour les malades) que l'on devine. Et cet aspect est lié directement au nombre de lits « d'enseignement », c'est-à-dire de lits où l'encadrement médical est suf-

fisant pour permettre une éventuelle formation :

De tels lits hospitaliers n'existent que dans le secteur public, et bien loin de s'accroître, tendent au contraire à baisser : Pourquoi ?

C'est tout le problème des rapports entre Sécurité Sociale et hospitalisation privée, et plus généralement, de la rentabilisation capitaliste du secteur santé.

## Boulin = Chalandon

On sait que la Sécurité Sociale finance l'hospitalisation privée, en remboursant les actes chirurgicaux aux cliniques privées sur un barème établi d'après le prix des journées des hôpitaux publics.

Les cliniques privées, n'acceptant que les opérations rentables nécessitant de faibles investissements, mettent un jour supplémentaire d'hospitalisation sur la note, prospèrent en « écrémant » le marché créé par le pouvoir avec l'argent des travailleurs grâce à la Sécurité Sociale. De plus, si l'hôtellerie (chambres propres, bouquets de fleurs) est globalement meilleure qu'à l'hôpital public, c'est bien entendu aux dépens de ce que le malade ne peut voir (pas de médecin de garde, pas de banque du sang, encore moins de personnel qualifié qu'à l'hôpital public).

Avec la loi hospitalière, le gouvernement franchit un nouveau pas dans sa politique.

De même que Chalandon « concessionne aux sociétés privées les autoroutes, de même Boulin prévoit de garantir par contrat les hôpitaux privés contre... la concurrence éventuelle des hôpitaux publics.

Parallèlement à ces primes au capitalisme sanitaire, à l'intérieur de l'hospitalisation publique, on « rentabilise » c'est-à-dire qu'on bloque l'embauche du personnel ; qu'on déqualifie (aides-soignantes et élèves-infirmières sont employées à la place d'infirmières), qu'on refuse la titularisation. Après 3 semaines d'action, les organisations syndicales se trouvent actuellement devant un mur : la stratégie de négociation de la CGT, notamment à l'Assistance publique, n'a pas réussi à changer les projets gouvernementaux. Et de délégations massives en délégations clairessemées, le mouvement s'enlise. C'est dans ce contexte que les étudiants en médecine organisés dans l'UNEF, avec notamment la participation active des groupes santé du PSU, ont

préparé la riposte étudiante hors du ghetto universitaire :

- Par une campagne d'explication à la population du sens des récents décrets et de la loi hospitalière ! 100.000 tracts effectivement distribués devant les cliniques privées et les principales gares de banlieue.

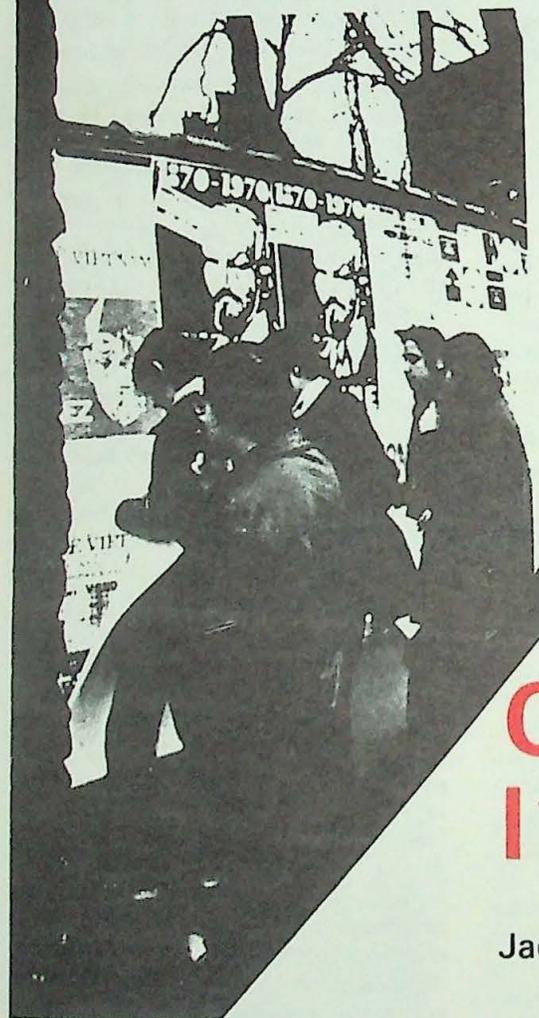
- Par un meeting militant UNEF-Comité de grève de Cochin le mercredi à la nouvelle faculté de médecine, qui a permis pour la première fois depuis un an d'imposer à l'administration une présence politique de masse avec la participation de militants ouvriers, notamment Fredo Krumnov, membre du BN de la CFDT, M.-J. Laffont, secrétaire de la Fédération CFDT santé, et Volokhine, délégué CGT et de nos responsables étudiants, J.-P. Chassin, Président de l'UNEF et Robert Frachet, Président de l'UGE. Le service d'ordre de l'UEC avec à sa tête Konopnicki et Pommier, venus saboter l'assemblée, a été obligé de s'éclipser rapidement devant l'indignation des étudiants.

- Par une manifestation le vendredi au ministère de la santé, dirigée par J.-P. Chassin, les CA-UNEF et le Comité de grève de Cochin, où près de mille étudiants ont remonté la rue de Rivoli et les Champs-Élysées aux cris de « A bas la loi hospitalière », « La santé aux travailleurs », « Libérez nos camarades emprisonnés » en faisant plusieurs mini-meetings et en distribuant un tract d'explication le long du trajet — (la veille, une manifestation scissionniste organisée par l'Union des étudiants communistes devant le ministère de l'Éducation nationale avait réuni 30 adhérents bien sages).

La grève des étudiants de Cochin, et la riposte d'ensemble des étudiants en médecine organisée par les CA-UNEF n'a de sens que dans la perspective d'une jonction des luttes de l'ensemble des étudiants du secteur santé (étudiants en médecine, mais aussi et surtout, assistantes sociales, élèves infirmières, psychagénéistes qui mènent actuellement un combat difficile auquel participent avec résolution nos militants) avec les luttes des travailleurs de la santé et sous la direction de ceux-ci.

La perspective d'une manifestation commune contre la politique de santé du gouvernement, et sur chacune des plate-formes revendicatives propres tant aux travailleurs qu'aux étudiants, peut être le prochain objectif concret de mobilisation commune. □

# QUI SONT LES JEUNES COMMUNISTES



Le Mouvement de la Jeunesse communiste : 65.000 adhérents rassemblés dans quatre organisations. Nous avons voulu vous, au-delà de nos analyses et nos programmes, vous montrer les jeunes communistes qu'ils font et pourquoi.

Autour du magazine nous avons donc réuni des étudiants, chaudières, tant de l'U.J.C. que de l'U.N.E.F., des animateurs dans une organisation militante de 22 ans, militante de 22 ans, militante de 22 ans.

## Un appendice de l'Union des Etudiants communistes

Cette organisation (il s'agit bien d'une organisation ayant ses structures, sa direction, ses moyens d'expression, ses mots d'ordre...), totalement extérieure à l'U.N.E.F., est apparue après mai 68.

L'U.E.C. qui avait perdu des forces (et pour cause !) en mai-juin 68 et qui craignait pour son sort dans le mouvement étudiant décida, à la rentrée 68-69, de créer sa propre organisation en s'entourant de ceux qui pouvaient être proches d'elle : étudiants socialistes (quand ils n'étaient pas à la F.N.E.F.) ou conventionnels, « catholiques » de gauche restés dans le cadre des associations catholiques étudiantes (la majeure partie des

## Ce qu'est l'UNEF-Renouveau

Jacques Sauvageot

L'U.N.E.F.-Renouveau a essayé ces derniers temps de faire parler d'elle : Attaques contre les militants étudiants (à Paris, Lyon, Montpellier, Nancy, etc.) ; invasion de services d'ordre dans les réunions du mouvement étudiant (U.G.E.) ; campagne électorale en vue des élections aux organismes gouvernementaux de gestion de l'université..., constituent l'essentiel de sa pratique. C'est déjà tout un programme. Mais qu'est-ce, exactement, que l'U.N.E.F.-Renouveau ?

*Une organisation étudiante  
qui se voudrait de masse,  
mais ne l'est pas*

L'U.N.E.F.-Renouveau entend-elle être une organisation de masse menant des luttes ? Certes, non. Toutes les luttes du mouvement étudiant se

font non seulement sans elle ou en dehors d'elle, mais plus contre elle : les luttes de l'an dernier sur les inscriptions, en médecine, en langues, se sont toujours heurtées aux militants du Renouveau de l'U.E.C... qui préfèrent agir par pétitions, tracts, et surtout campagnes électorales dans le cadre de la participation. C'est en fait sur le seul terrain des élections, de la représentativité qu'elles sont censées procurer que le Renouveau se place pour prétendre justifier sa nature de masse. Certes, il pourra dans l'avenir de plus en plus arguer qu'il représente les étudiants : même la F.N.E.F., organisation de droite créée contre l'U.N.E.F., refuse de participer aux élections ; et la masse des étudiants (voir Saint-Etienne) n'y croit plus. Alors, quelle masse prétend regrouper l'Union des Etudiants communistes ? Car il s'agit bien, en effet, avec l'U.N.E.F.-Renouveau, de l'U.E.C.

étudiants ou progressistes révolutionnaires a déserté ces associations).

Le lien de ces différents éléments : la nécessité d'une « politique réaliste » et « raisonnable » à l'université, bref la contre-offensive aux gauchistes. Comme cela avait été le cas pour l'union de la gauche — le phénomène est semblable, notons-le — certains étudiants furent victimes, un temps, de l'illusion créée par les possibilités du rassemblement ainsi apparu.

Mais l'illusion devait vite se dissiper... et l'U.E.C. se retrouve seule dans l'organisation qu'elle a créée. D'une part, les étudiants des groupes politiques « amis » n'ont pas apprécié d'être sous la tutelle du P.C.F. ; d'autre part les étudiants inorganisés s'en sont pratiquement tous retirés ; les uns n'ont pas été satisfaits des propositions qui leur étaient faites lorsqu'ils voulaient lutter contre l'université bourgeoise, et ils ont alors

rejoint le mouvement étudiant ; les autres, qui n'entendaient pas mener cette lutte, bien au contraire, ont préféré aller dans des organisations plus ouvertement réformistes ou contre-révolutionnaires. Ce n'est pourtant pas faute de gages donnés par l'U.E.C. dans sa lutte contre les révolutionnaires.

## Une organisation contre-révolutionnaire

Ceci n'est pas un jugement abstrait ; il découle de l'observation de la pratique de cette organisation. Le fait qu'elle participe aux élections gouvernementales dans le cadre de la participation est déjà en soi significatif. Mais plus profondément il faut voir que ceci est la conséquence de la ligne du P.C.F. à l'université. La stratégie du P.C.F. suppose que se crée un vaste rassemblement des couches « attaquées par les monopoles », rassemblement qui pourra mettre en échec la politique du pouvoir au profit d'une « véritable démocratie ». (Bien entendu, le problème de la ligne politique de la bataille et de sa direction est soigneusement mis sous le boisseau.) Toutes ces couches mécontentes sont rassemblées pour leur défense, sur la base donc de leur situation, sinon leur situation réelle du moins celle qu'elles espèrent. Cela implique une lutte à partir de la défense des privilèges des uns et des autres.

C'est ainsi qu'à l'université l'U.E.C. est amenée à défendre les privilèges des étudiants. Alors que le mouvement s'interroge sur le rôle des étudiants, leur place future dans la société, les services qu'ils rendront au capital, l'U.E.C. dit : les étudiants veulent travailler, qu'on leur en donne les moyens. Dans ces conditions on ne peut s'étonner de voir ses militants participer aux élections, s'opposer au mouvement étudiant qui conteste le rôle de l'université. Ils préfèrent entretenir les illusions des étudiants sur leurs possibilités de promotion sociale dans le cadre du système.

Par ailleurs le P.C.F. a besoin de mettre en échec les révolutionnaires qui le contrarient, non seulement à l'université mais aussi sur les lieux de production. Dans les entreprises la C.G.T. s'en charge. A l'université c'est l'U.N.E.F.-Renouveau, et avec quelle ardeur ! C'est important pour le P.C.F. : il lui faut d'autant plus faire régner la paix sociale à l'université qu'il considère celle-ci comme le nid des gauchistes. Ainsi ce n'est pas par hasard que l'U.E.C. joue — par l'intermédiaire de l'U.N.E.F.-Renouveau — de plus en plus le rôle de police universitaire ; elle ne se contente pas d'attaquer par tous moyens la ligne politique et la pratique du mouvement ; elle va aujourd'hui jusqu'à dénoncer nommément dans ses tracts et ses articles les militants étudiants, les désignant ainsi à la répression.

Voilà finalement où mène la ligne politique du P.C.F. et de l'U.E.C. Et ceux-ci prétendent renforcer le mouvement étudiant ! Ils le combattent. Le renforcement du mouvement passe par la lutte sans aucune concession contre ceux qui en fin de compte font le jeu du pouvoir. □

# Une nouvelle forme de lutte dans les collèges techniques

De notre correspondant au Mans

Au moment où la ministre de l'Éducation nationale proclame sa volonté de promouvoir l'enseignement technique, il n'en continue pas moins à maintenir la discrimination entre les enseignants de ce secteur et les autres.

Ainsi, à la rentrée de 1970, les professeurs techniques adjoints de C.E.T. étaient toujours régis par un vieux statut qui leur impose un maximum de service hebdomadaire de 40 heures. S'ils ont 40 heures de cours, cela revient à dire qu'ils n'ont nul travail de recherche, de préparation et de correction à assumer. En fait, rien n'est plus faux, et ce sont les soirées et les week-ends qui passent à ce travail non rémunéré.

En fait, il s'agit bien d'une mesure discriminatoire. D'autant qu'à côté des P.A.T., les professeurs d'enseignement général et les professeurs d'enseignement technique théorique bénéficieraient d'un horaire inférieur et d'un indice supérieur.

Dans de nombreux cas, ces privilégiés eux-mêmes ont œuvré avec les P.A.T. pour obtenir la parité de l'indice et l'unification progressive des horaires. Sous cette pression l'administration dut accorder que les P.T.A. bénéficieraient de quatre heures de préparation hebdomadaire, que l'enseignement pratique comportait une part de théorie évaluée au douzième, et que les heures d'enseignement de la technologie et d'analyse de fabrication comptaient double.

## Le but et les moyens

C'était encore insuffisant pour assurer un enseignement qui ne soit pas au rabais. Surtout dans un domaine en évolution constante. Aussi les P.A.T. ont-ils continué de se battre sur les objectifs indispensables dans l'immédiat :

- l'abaissement de leur maximum de service à 24 heures (étape importante vers la parité des horaires, puis l'abaissement à 18 heures pour tous les enseignants des C.E.T.),

- la globalisation de leur service (considérant que l'enseignement technique comporte, très intimement liées, de la pratique, des démonstrations, de l'analyse, de la réflexion technologique, il est ridicule de diviser cet enseignement en « tranches » d'une heure).

## Négociations à froid

Durant deux ans, et particulièrement en 1969-1970, les quatre organisations syndicales des CET-SNETAA, FO, CGT, SGEN-CFDT négocièrent à froid avec les représentants du gouvernement.

Qu'en est-il résulté ? Rien dans les faits, sinon l'élaboration d'un projet de statut dont le ministère écrivait, le 23 mars 1970 qu'il « cherchait toute formule appropriée pour accélérer la mise en place de ces dispositions... ».

Rentrée 1970-1971. — Aucun statut n'est officialisé mais une note de Billecoq, secrétaire d'Etat, se termine ainsi : « Il résulte que le service réel en présence d'élèves s'établit en moyenne à 26 heures hebdomadaires. »

14 septembre 1970. — Les syndicats déclenchent une grève de 24 heures des personnels enseignants des CET. Les P.T.A. « suivent » le mouvement sans conviction : cette forme d'action des grévistes de 24 heures n'est-elle pas intégrée par le système ?

## Nouvelle forme d'action

Une autre forme d'action s'élabore, à la base, dans de nombreux CET : puisque Billecoq reconnaît le bien fondé d'un service de 26 heures, appliquons immédiatement dans les faits, ce maximum de service !

La lutte s'engage. D'entrée de jeu, la base perçoit un important grincement au plan national : trois organisations syndicales, jouant le jeu de la démocratie et tenant compte de l'aspiration des P.T.A., lancent le mouvement au plan national. Par contre, la CGT n'est guère enthousiaste pour cette forme d'action ; ses dirigeants freinent au maximum. Mais les P.T.A., de quelque appartenance syndicale qu'ils soient, élaborent leur emploi du temps dans les établissements sur la base de 26 heures. Ils appliquent ce service.

Des élèves se trouvent ainsi sans cours d'enseignement technique ! Des contacts (sans doute insuffisants) sont pris avec les associations de parents d'élèves afin d'expliquer les raisons de ce mouvement et de dénoncer les vrais responsables du grave préjudice causé à leurs enfants : l'Administration de l'Éducation nationale et le gouvernement !

Il faut reconnaître qu'il s'agit d'un mode d'action nouveau dans l'É.N.

Dans certains C.E.T., le démarrage est difficile, cette action inhabituelle exige un temps de préparation assez long et beaucoup d'initiative (et non plus seulement l'exécution de consignes nationales).

Dans d'autres établissements, des assemblées de personnel ont lieu. Elles prennent en main l'application de ce qu'elles ont décidé :

- Service de 26 heures.
- Globalisation de l'enseignement sans distinction entre enseignement pratique et théorique.

## La répression

L'efficacité de ce mouvement n'échappe pas à l'Administration centrale. Aussi le ministère adresse-t-il un télex aux recteurs leur demandant d'opérer les retenues de salaires pour les services non assurés dans le cadre du statut des 40 heures !

Dès que le S.G.E.N.-C.F.D.T., au niveau de l'Académie de Caen (qui regroupe les départements de la Manche, du Calvados, de l'Orne et de la Sarthe) eut connaissance de l'éventualité de ces mesures, il dénonça leur caractère illégal et demanda à tous les P.T.A. de renforcer leur action et à tout le personnel de se solidariser.

Les secrétaires régionaux des quatre syndicats se réunirent à Argentan. A ce niveau, la même divergence demeurait entre la C.G.T. et les trois autres syndicats.

Le secrétaire régional de la C.G.T. était visiblement ébranlé par la force du mouvement et les arguments qui plaidaient en la faveur d'un renforcement. Mais il était non moins visible que la seule tactique de la C.G.T. était d'appliquer un mot d'ordre national et de préparer une grévette de plus (24 ou 48 heures).

Qu'on en juge : voici le texte qui fut diffusé dans l'Académie et que la C.G.T. crut bon de ne pas signer :

« Le SNETTAA (FEN), FO et la CFDT (SGEN) :

— élèvent la plus vive protestation contre la menace de retenues illégales sur les traitements des P.T.A. et chefs d'ateliers qui appliquent les mesures annoncées par le télex ministériel de mars 1970,

— encouragent les camarades qui sont dans l'action à la poursuivre avec la même détermination.



— appellent tous les P.T.A. des C.E.T. où l'action n'est pas engagée, à limiter leur horaire à 26 heures globalisées en présence d'élèves, dans la perspective de la parité des services de tous les enseignants des C.E.T.,

— demande aux autres catégories P.E.G., P.E.T.T., chefs de travaux, conseillers d'éducation) d'affirmer localement leur solidarité sous diverses formes, y compris par un soutien financier, dans l'éventualité d'une retenue. »

## Aboutissement de l'action

Cette action, du type « contrôle ouvrier », vient d'aboutir.

Le ministère, en accord avec le Premier ministre, vient d'adresser une circulaire aux recteurs leur signifiant :

- dès à présent d'aménager dans les meilleurs délais les grilles d'emploi du temps des P.T.A. à 26 heures,
- de supprimer toute distinction entre enseignements théoriques et pratiques,
- de faire connaître les besoins nouveaux découlant de ces applications,
- qu'un prochain décret modifiera le statut des P.T.A.,
- enfin, mais ceci n'est qu'oral, le ministère s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas de retenue de traitement.

Voilà un résultat qu'il faut analyser : Les P.T.A. viennent d'inaugurer avec succès une nouvelle forme de lutte dans l'Éducation nationale. Si besoin en était, cela permet de confirmer la justesse de la stratégie du P.S.U. concernant le contrôle ouvrier. L'ensemble des personnels et leurs organisations ne pourront pas ne pas en tenir compte pour les luttes futures.

Cette étape victorieuse n'est pas la réussite de telle ou telle organisation (bien que certaines furent plus dynamiques que d'autres et que les militants P.S.U. y furent totalement engagés), mais celle de tous les enseignants en lutte depuis la rentrée.

On peut constater, et s'en réjouir, que le SNETAA, FO et le SGEN ont agi au plan national en fonction de la base, alors que la C.G.T. a essayé d'imposer à la base sa façon de voir. Son analyse et son processus d'action viennent de s'avérer mauvais.

Nous disons quant à nous : ce n'est pas à Billecoq de décider, c'est à nous d'imposer le changement par la lutte.

Trois syndicats ont donc pu négocier à « chaud ». Avec un bon résultat. Par contre, ils ont été défaits au niveau de l'information. Les P.T.A. se demandaient souvent : « Et ailleurs, la lutte se poursuit-elle ? » Il faudra nous en souvenir.

Une solidarité (pas toujours marquante sans doute) s'est faite jour. Des enseignants P.E.T.T. et P.E.G. étaient prêts à faire grève pour soutenir l'action des P.T.A. C'est positif. Mais d'autres étaient prêts — je l'affirme — à soutenir leurs camarades de travail en lutte par un autre moyen qu'ils jugeaient, à juste titre, plus efficace que la grève, c'est-à-dire par des dons financiers. Il faudra aussi nous en souvenir.

Nous connaissons tous par expérience la tactique capitaliste qui consiste à reprendre habilement ce que « nous lui avons arraché par la lutte ». La revendication des P.T.A. de C.E.T., dès l'origine, était qualitative. Elle doit le demeurer. Il s'agit là aussi, d'appliquer, dans une certaine mesure le principe de la tenaille. Ici c'est relativement simple : il faudra refuser fermement toute heure supplémentaire !

## Portée de cette lutte

Il pourrait nous être objecté que cette lutte est, en définitive, d'une portée fort limitée car, en fin de compte, ne s'agit-il pas surtout d'horaire de travail ?

Nous ne le croyons pas, pour plusieurs raisons :

- Si l'abaissement du temps de travail n'est pas une fin en soi, il n'en demeure pas moins qu'il est d'une portée considérable pour les travailleurs manuels et intellectuels.

- La réflexion technologique sur laquelle on va maintenant s'engager, va susciter la création d'équipes de professeurs. La formation en C.E.T. va ainsi pouvoir évoluer vers la réflexion critique sur les techniques et, par conséquent, sur la société en grande partie marquée par la technique.

Il s'agit donc d'un combat syndical et politique pour la formation de travailleurs libres et responsables.

- Si l'enseignement en « tranches » d'une heure vient d'être aboli pour les P.T.A., les luttes de demain aboliront celui, également en tranches juxtaposées, des autres enseignants. Ce type de lutte sera mobilisateur.

- Au moment où de toutes parts, le gouvernement défonctionnarise et favorise les initiatives privées, patronales et autres, cette lutte s'est aussi placée dans la perspective de la défense du service public de l'Éducation nationale et tout particulièrement de l'enseignement technique.

- Enfin, et pour ne pas conclure sans faire le lien avec une autre lutte, il est significatif que des enseignants en nombre grandissant aient dit « Non » à la pseudo-participation dans les Conseils d'Administration. □

# Le mouvement étudiant au tournant

Pierre Gautier

Les luttes qui se déroulent actuellement à la faculté de Droit de Nanterre ne peuvent laisser aucun militant révolutionnaire indifférent car elles dépassent largement le cadre même de l'université.

Le pouvoir tente actuellement de décapiter le mouvement étudiant nanterrois et de l'écraser. Pour comprendre l'importance de l'offensive il faut voir que Nanterre joue un rôle particulier au niveau du mouvement étudiant. En l'absence d'une organisation de masse étudiante dirigée par les révolutionnaires, et depuis la crise de l'U.N.E.F., Nanterre a joué en plusieurs circonstances un rôle de pôle politique. Sachant que ses projets à l'université risquent de provoquer une réaction vive de la part d'une large fraction des étudiants, le gouvernement tente de neutraliser les révolutionnaires. Pour cela il frappe dès le début de l'année au point où ils jouent très souvent un rôle déterminant ; cette attaque poursuit deux buts, il brise un secteur avancé et montre la détermination du pouvoir face aux étudiants pour instituer un climat de crainte et de découragement dans le milieu.

Il s'agit pour le pouvoir de maintenir les mouvements qui se déclarent dans le cadre le plus étroit possible afin d'éviter tout mouvement d'am-

pleur nationale. Pour lui cette « paix universitaire » est nécessaire pour que les industriels puissent investir et s'introduire dans les universités comme ils en ont exprimé le souhait par l'intermédiaire du V.P. du C.N.P.F., Ceyrac. Le gouvernement sait fort bien que l'« U.E.C.-Renouveau » ne peut être un obstacle de par sa politique de « Grenelle à froid » s'inscrivant dans le cadre politique que le régime a lui-même défini (débat parlementaire dans les conseils de gestion, négociations remplaçant les luttes, etc.), de plus cette organisation demeure coupée de la grande masse des étudiants et se révèle incapable de mener quelque lutte que ce soit.

Face à la combativité ouvrière, la remise au pas de l'université devient pour lui un enjeu d'importance, il s'agit de paralyser un allié potentiel des travailleurs. Les concessions faites pour tenter de neutraliser les petits commerçants avaient le même but, couper le mouvement ouvrier de ses alliés potentiels et « transformer son chant de victoire en un solo funèbre ».

Le plan suivi à Nanterre est relativement simple et bien construit. A partir d'une action difficile à comprendre en dehors de la faculté (l'action contre l'ancien ministre de la

Justice Foyer), aussi bien à l'intérieur du mouvement étudiant qu'à l'extérieur, le gouvernement mettait tout en œuvre pour faire rapidement monter la pression (conférence de presse de profs, présence de membres des S.A.C.) ; dans le même temps il lançait une campagne de presse sans précédent. Profitant de l'isolement il pouvait ensuite cogner durement même si la mobilisation à Nanterre était forte. Mais le gouvernement a commis une erreur importante le vendredi 20 novembre en envoyant les « vigiles universitaires » malgré l'accord passé entre le Comité d'Action et les professeurs de la faculté. Aux termes de celui-ci en effet les professeurs assuraient un contrôle des cartes à l'entrée de l'amphi où Foyer faisait cours, à condition qu'aucun policier ne soit dans la faculté, pour sa part le C.A. poursuivait sa propagande dans le hall devant l'amphi. Ce recul tactique qu'ont été capables d'assumer les révolutionnaires avait été précédé d'un débat « démocratique » sur la liberté d'expression entre les étudiants et les profs ; il leur a permis de prendre l'offensive face aux « vigiles » non pas de manière isolée mais à la tête d'un large mouvement de masse regroupant une grande partie des étudiants à qui il avait été

possible de montrer la signification de l'offensive du pouvoir, et quel était l'enjeu réel de la lutte. Le C.A. en dévoilant clairement le jeu de l'adversaire, a commencé à rompre l'isolement dans lequel le pouvoir avait tenté de le mettre à Nanterre. D'autre part le caractère de masse de la riposte étudiante a montré au gouvernement qu'il ne se trouvait pas seulement en face de quelques gauchistes isolés mais qu'il se heurtait de front au mouvement étudiant. Cela plus encore que ses erreurs rend la répression difficile.

Le problème pour le C.A. est complexe, il s'agit pour lui de continuer à diriger le mouvement en lui trouvant des objectifs clairs, correspondant au niveau de conscience qu'il a acquis, mais en même temps il doit s'efforcer à ce que ces objectifs puissent être compris à l'extérieur. Un problème est posé au mouvement étudiant dans son entier : *ce qui se joue à Nanterre c'est l'introduction des flics à l'université*. La riposte se doit d'être nationale et massive, regroupant lycéens, étudiants et professeurs. L'enjeu est d'importance, le pouvoir a choisi pour tester sa politique un lieu où le mouvement était en pointe. La *défaite* de Nanterre peut signifier une défaite pour tout le front universitaire. □

## Dans notre courrier

Le bureau fédéral P.S.U. de Meurthe-et-Moselle a été saisi par ses sections et groupes d'entreprises de l'indignation des militants et sympathisants ouvriers du parti à la suite de la publication par « T.S. » (n° 472) d'un article intitulé : « On ne badine plus avec les travailleurs » et des commentaires publiés sous le titre « Série économique » aux côtés de cet article.

Ce texte présente sous une forme qui se veut humoristique les délégués syndicaux dans les entreprises comme des marionnettes manipulées à sa guise par le patronat, incapable de traduire la combativité ouvrière de la base et,

à la limite, chargés de jouer le rôle de chiens de garde du capitalisme, consciemment ou non. Un tel article ne peut émaner que de rédacteurs ignorant tout de la réalité des luttes dans les entreprises et du rôle joué par les militants et délégués syndicaux. Que dans certains cas, tel délégué syndical ait joué un rôle de frein des luttes, cela est évidemment possible ; mais alors qu'on dise où, quand et comment cela s'est passé. Notre pratique militante, particulièrement dans la sidérurgie, nous a appris que les délégués syndicaux sont dans l'immense majorité des cas les moteurs de la lutte et toujours les principales cibles de la répression patronale.

L'effort actuellement poursuivi par le pouvoir politique et par le patronat pour implanter dans certaines entreprises des organisations comme la C.F.T. est la preuve que les syndicats sont et demeurent indispensables dans la lutte de classes.

Une attaque anti-syndicale du type de celle que représente l'ar-

ticle en question a pour conséquence de renforcer l'ennemi de classe et d'affaiblir notre parti. Au moment où les assemblées locales et régionales d'ouvriers et de paysans doivent se réunir pour contribuer à définir les axes de lutte de notre parti et du courant socialiste, il nous semble pour le moins irresponsable d'avoir laissé paraître ce texte. □

Nous publions volontiers la lettre de nos camarades de Meurthe-et-Moselle, mais nous pensons qu'elle repose sur un malentendu. La petite pièce « On ne badine pas avec les travailleurs » de notre camarade Ferlus ne visait pas du tout l'instrument syndical que se donnent certaines situations jusqu'à l'absurde, il entendait montrer les classes. Nous ne croyons pas qu'il faille y chercher une autre interprétation.

# WIE

quotidienne

## Militantes féministes ou femmes majeures

Eliane Delatour

« Brimées », « esclaves », « colonisées »... il s'agit des femmes, telles qu'elles se sentent et telles qu'on en parle partout. C'est vrai : l'égalité des sexes proclamée dans maintes lois et constitutions n'est pas réalisée dans les faits. L'exemple des emplois est le plus probant. 95,7 % des femmes qui travaillent sont ouvrières, vendeuses, employées de bureau, gagnant moins de 2.000 F par mois. (20,9 % gagnent moins de 600 F par mois.) Avant 1957 l'écart des salaires entre hommes et femmes était en moyenne de 7 à 8 % en France. Il est maintenant de 25 à 26 %.

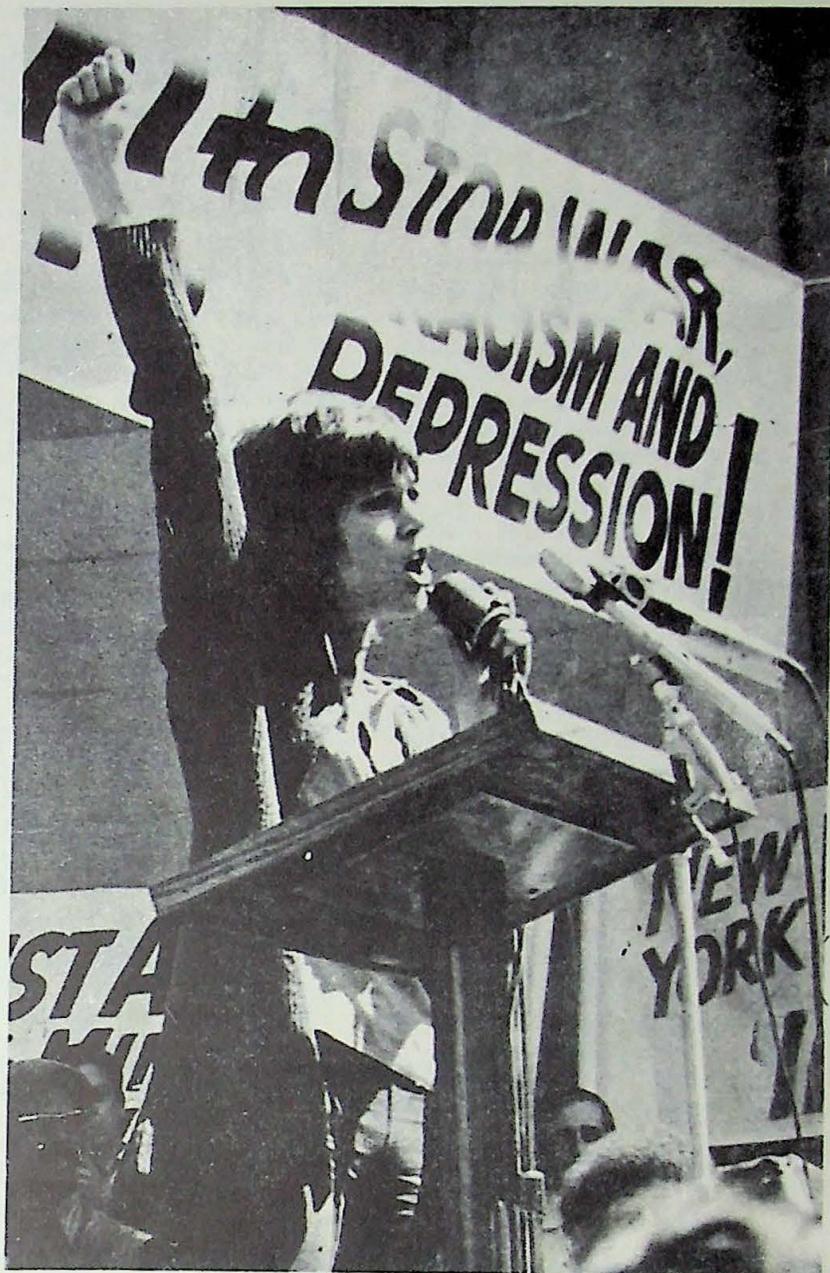
Pourtant le problème demeure mal posé. Les articles de presse ou les enquêtes sont assez révélateurs à cet égard : « Pensez-vous qu'une femme doit travailler pour être vraiment libre ? ». « Diriez-vous qu'en 1970 les femmes françaises sont plus ou moins libres que les femmes arabes, américaines, etc. » « Vous sentez-vous brimées par les hommes ? » C'est le type de questions que l'on trouve posées par une enquête du « Nouvel Observateur ». Les mouvements féministes ne font guère mieux. Les plus traditionnels revendiquent leurs « droits » à l'égard « des hommes ». Leur but est la réalisation de quelques améliorations, au sein du système. L'exemple en est donné par les « états généraux de la femme ». Ce congrès, qui se tenait à Versailles, avait la prétention de représenter toutes les femmes françaises. Mais il tenait plus de la journée d'études académique sur des sujets capitaux tels que : le couple, la mode, la beauté, la féminité... et pour se donner encore plus d'importance : la vie culturelle, l'éducation... Il existe aussi des mouvements, plus jeunes, très radicalisés mais ils demeurent ultra minoritaires. Malgré leur prétendue politisation, les femmes qui y participent restent apolitiques, parce

qu'anarchisantes et trop limitées dans leur contestation révolutionnaire. « On n'accepte pas les mecs, tous des oppresseurs ! »

*On n'accepte pas les mecs !*

« On veut la révolution pour le peuple et nous sommes le peuple. » Leur type d'action : « On avait envisagé une action massive. Aller dans les bals en commando, inviter les mecs à danser, leur mettre la main au cul et leur donner une explication politique », ou encore : « faire une manifestation pour la femme du soldat inconnu », ceci par solidarité avec les femmes américaines qui faisaient la grève du lit et brûlaient leur soutien-gorge.

C'est enfermer les femmes dans une fausse problématique pour deux raisons. La première est que l'on place les luttes féminines sur un mauvais terrain : celui exclusif de l'opposition des sexes. Dès lors les revendications ne peuvent aboutir qu'à des solutions formelles. Pas plus qu'elle ne l'a établie, la loi ne peut supprimer l'inégalité des sexes. Celle-ci résulte de facteurs économiques plus encore que de l'oppression sexuelle — les femmes constituent un vaste réservoir de main-d'œuvre à bon marché ou gratuite — et d'un facteur social — les femmes ne sont pas revendicatives, peu syndiquées, car elles considèrent le plus souvent leur salaire comme un revenu d'appoint. Les patrons profiteront, tant qu'ils existeront, de cet état de fait. Sur un autre plan, la femme souffre d'être traitée comme un objet sexuel ou comme une machine à pondre. Mais précisément, la « pin-up » est un produit made in U.S.A., citadelle du capitalisme. Et la prolifération d'enfants est encouragée à des fins productives. Les nouvelles lois sur la contraception et l'avortement sont assez révélatrices à cet égard. Elles ne prennent en considération que le facteur santé, mais



n'abordent jamais les problèmes sociaux. C'est pourquoi les luttes des femmes doivent être placées sur un terrain politique. Il faut voir plus loin que le bout de son sexe : la cause profonde des inégalités est le système capitaliste.

La deuxième raison est l'invention d'une « entité » féminine. Les femmes ne sont pas un milieu homogène. Les contraintes qui peuvent peser sur une bourgeoise n'ont rien à voir avec celles de l'ouvrière. La « colonisation » de la première est souvent un phénomène subjectif qui trouve facilement son remède. Pour la deuxième, l'oppression résultera d'une situation sociale et économique. Il s'agit là d'un véritable esclavage. Dès lors, il est totalement impossible de faire abstraction de la lutte des classes.

*Face à la bourgeoisie*

Pour toutes ces raisons les femmes qui combattent seulement en tant que telles n'obtiendront rien. Leurs exigences seront tôt ou tard récupérées. Les revendications des femmes doivent s'inscrire dans un cadre politique global. Seules les organisations politiques révolutionnaires permettent le rapport de force nécessaire à l'obtention des droits légitimes de la femme. Le dépassement des luttes revendicatives dans une stratégie d'ensemble ne peut s'opérer que dans le cadre d'un parti. C'est la bourgeoisie qu'il faut attaquer. Or, il est triste de constater que les lieux politiques

et sociaux sont pratiquement désertés par les femmes. Les syndicats et les partis sont à majorité masculine. Les femmes votent le plus souvent à droite. Il est donc nécessaire que les femmes prennent conscience de cela et qu'elles commencent à s'organiser de façon autonome. Mais au lieu de brûler leur soutien-gorge et mettre la main aux fesses des hommes, il serait souhaitable que le travail des militantes féministes consiste à insérer les femmes dans les luttes politiques et sociales à part entière. Cela dit, la responsabilité n'incombe pas seulement aux femmes mais aussi aux organisations politiques toutes progressistes qu'elles se croient. L'engagement politique et social est une occasion unique pour une femme de cesser de subir un monde auquel elle ne participe pas et d'être l'égale de l'homme. Or, combien y a-t-il de femmes dans les directions politiques ? Combien de femmes ont-elles des responsabilités ? Par ailleurs les organisations ne montrent pas assez aux femmes que leurs problèmes quotidiens sont de nature politique : l'obtention de crèches et garderies pour les mères, la baisse des prix et le logement pour les ménagères, des nouveaux types de formation professionnelle et les revendications salariales pour les travailleuses, etc.

Mais, quoi qu'il en soit : il n'y aura de femmes libres que dans une société libre — la société socialiste. □

## Meeting

Le Comité du 5 janvier vous invite à participer au meeting international de solidarité avec le peuple tchécoslovaque, victime de la « normalisation », le jeudi 26 novembre, à 20 h 30, à la Mutualité, avec E. Fischer, R. Garaudy, L. Labor, A. Lanoux, J. Madaule, F. Marek, Vercors et Liri Pelikan, membre du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque.

# Mettez une croix...

Remy Grillault

Le journal « la Croix » du 4 novembre a fait paraître, sous le titre « A propos d'un jeune irresponsable » un article mettant en cause, sans le nommer, mais avec assez de précision pour le désigner, le directeur du cours d'alphabétisation des travailleurs africains de Charonne.

Les camarades moniteurs de ce cours nous ont adressé une réponse à cet article, illustrant parfaitement les luttes que les travailleurs immigrés et les travailleurs français qui se rangent à leur côté ont à mener contre des associations s'occupant de reloger les immigrés, comme celle qui sévit à Charonne. Ces associations participent à la politique capitaliste en rendant moins visible le scandale : un foyer où l'on peut stocker des centaines de personnes, en leur faisant payer très cher le sommeil, émeut infiniment moins les bonnes âmes qu'un bidonville, et est beaucoup plus facile à surveiller.

L'article de « la Croix », estime le moniteur d'alphabétisation, est diffamatoire, raciste, trompeur et, pour tout dire, complice de l'oppression que subissent les travailleurs africains.

**Diffamatoire :** En effet, dire de quelqu'un qu'il est maoïste, et ceci dans un journal à grand tirage, c'est, à l'heure actuelle, l'exposer publiquement à des sanctions dont, par ail-

leurs, on refuse de prendre la responsabilité puisque l'on ne nomme pas de façon précise la personne concernée. Or, les moniteurs de Charonne se sentent tous visés et non un seul d'entre eux. Nous avons pris toutes nos décisions solidairement et nous entendons ainsi montrer que la « confusion » au sein de l'équipe n'existe pas.

**Raciste :** C'est du racisme que de faire croire que cent quatre-vingts Africains ont été assez infantiles et impressionnables pour déclencher une grève des loyers — dont les conséquences sont toujours dangereuses — sous l'influence d'une seule personne non africaine et non locataire. La vérité est que les mauvaises conditions d'hygiène, les promesses d'amélioration non tenues ont convaincu les travailleurs africains que seule la grève des loyers aurait raison de la mauvaise foi et de l'inhumanité de leur propriétaire.

**Complice de l'oppression** que subissent les travailleurs étrangers, puisque l'auteur de l'article incriminé utilise l'intimidation « le foyer fermera » pour régler une question qu'il s'avoue incapable de résoudre autrement. Le collaborateur de « la Croix » se garde bien de décrire ce « foyer-paradis » (sic) que les Africains seraient sur le point de perdre ; il ne parle pas des

dortoirs de quinze à trente lits superposés, séparés par un étroit couloir, et sur lesquels il pleut par endroits. Il ne précise pas que la prétendue « amélioration de standing » à laquelle s'opposaient unanimement les résidents, consistait à introduire quarante locataires supplémentaires dans un immeuble déjà surchargé. En somme, il n'y a pas de différence entre ce foyer et celui de Pierrefitte décrit dans « le Monde » du 3 novembre par un médecin, ou celui d'Aubervilliers, où périssent carbonisés cinq Africains. A Charonne, aussi, la direction refuse d'allumer le chauffage, provoquant douze hospitalisations chez ces hommes peu habitués à notre climat, et forçant ainsi à l'utilisation, dans les dortoirs, de chauffage de fortune dont on connaît les dangers.

Les moniteurs du cours de Charonne pensent qu'il y a deux attitudes possibles en ce qui concerne les rapports avec les Africains et, entre autres, l'alphabétisation :

- Une attitude paternaliste qui permet de se donner bonne conscience — on y fait l'alphabétisation avec des mots et des préoccupations d'enfants, refusant, par fausse neutralité, de parler des vrais problèmes ;

- Celle qui a été choisie par les alphabétisateurs de Charonne, qui luttent contre l'exploitation des travailleurs immigrés et traitent les vrais problèmes (conditions au logement, droit au travail, syndicalisme, raisons profondes de l'immigration, nature



exacte des rapports entre la France et ses anciennes colonies), mais, en même temps, qui mènent une seconde lutte au jour le jour, à ras de terre, pour améliorer les conditions de vie de ces travailleurs.

Mener la première lutte sans la seconde, c'est, en effet, risquer d'être irresponsables, mais mener la seconde sans la première, c'est se donner la bonne conscience « d'avoir fait quelque chose » alors qu'on se dérobe devant le problème principal.

Lyon

## Expulsion à la Croix-Rousse

Suite à la note préfectorale du 15-6-1970 concernant la limitation de l'admission des familles immigrées, une mesure de refoulement touche ce quartier. Un travailleur tunisien, faisant partie de ce quartier depuis 1963, en est la première victime. En effet, après les inondations de Tunisie, il y a neuf mois, sa femme et ses deux enfants étaient venus le rejoindre ; il pouvait enfin vivre avec sa femme et ses enfants, comme l'ensemble des travailleurs français. Aujourd'hui la Préfecture veut refouler sa femme et ses enfants.

A l'appel des organisations du quartier (C.F.D.T., A.S.F., CIMADE, Secours Rouge, P.S. et P.S.U.) deux-cents personnes ont manifesté le samedi 14 novembre leur solidarité à cette famille ; elles ont décidé d'informer la population du quartier et de s'opposer à cette mesure d'expulsion.

La cause de la situation des travailleurs étrangers est notre société elle-même, de type paternaliste et capitaliste. Ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre se trouvent réduits au rang de serviteurs des autres, qui détiennent les leviers de commande. C'est la cause de l'exploitation de l'ensemble des travailleurs et pas seulement des immigrés. Il est important de se rendre compte que la lutte de classes place objectivement d'un côté les membres du prolétariat français et étranger, et de l'autre les capitalistes français et étrangers.

Devant de telles mesures, les organisations du quartier et la population exigent qu'une carte de séjour soit délivrée à la femme et aux enfants de ce travailleur tunisien.

Elles exigent aussi l'abrogation de cette note préfectorale.

Tarbes

## Le P.S.U. et la santé des enfants

Le P.S.U. demande que dès le plus jeune âge de leur présence scolaire et tout au long de leurs études les élèves bénéficient de *contrôles systématiques de « santé »*, capables de dépister tout handicap ce qui permettrait de les préserver de suites pouvant devenir irréversibles.

Un bilan global « santé » de chaque élève doit être tenu à jour et aider à dépister toute inaptitude *audio-visuelle, psychomotrice, physiologique, psychique, physique*, les services de la santé scolaire sont aptes à le faire. Dans les Hautes-Pyrénées ils sont dans l'impossibilité, faute de moyens et de personnel d'assurer leur mission.

Mission très importante, car traités dès le premier signe prémonitoire certains des handicaps décelés seraient réductibles et pourraient s'atténuer rapidement, un simple retard de dépistage peut les rendre irréductibles et même mettre la vie de l'élève en danger.

L'importance primordiale de ce travail exige que dans l'intérêt sanitaire, économique, financier, des familles et de la nation, il soit effectué régulièrement, chaque trimestre scolaire.

Nous constatons dans notre département :

- Qu'une seule « visite médicale » annuelle et éventuelle, pour certains établissements, ne permet pas de respecter les règles élémentaires de sécurité.

- Qu'un médecin démissionnaire, malgré le maintien du poste budgétaire et trois candidatures, n'a pas été remplacé.

- Que des visites ne sont plus assurées depuis le mois de novembre 1968, tel est le cas dans l'arrondissement de Tarbes des cantons de : *Castelnau-Magnoac, Galan, Tournay, Trie.*

Dans l'arrondissement de *Bagnères-de-Bigorre*, des cantons de : *Arreau, La Barthe-de-Neste, Bordères-Louron, Lannemezan, Mauléon-Barrouse, Saint-Laurent-de-Neste, Vielle-Aure.*

Depuis son écart du ministère de l'Éducation nationale, il y a quatre ans, le service de la santé scolaire a vu son démantèlement activement mené ; un bond de trente ans a été fait, malheureusement en arrière.

Ainsi notre gouvernement prépare un cadeau de choix pour... *la médecine privée.*

La constance dans la ligne politique n'est plus à démontrer par nos dirigeants U.D.R., le *capitalisme prime tout* et encore une fois les plus touchés seront les enfants des familles les plus défavorisées.

Le Parti Socialiste Unifié demande que des mesures d'urgence soient prises pour assurer la surveillance médicale des enfants d'âge scolaire et faire que l'établissement d'un *bilan de santé* ne soit plus un simple constat de leur « survie ». □

# La lutte pour les transports

La manifestation du 18 novembre a rassemblé entre 40 et 50.000 travailleurs malgré les mauvaises conditions météorologiques, qui n'ont pas empêché l'enthousiasme des participants. Plusieurs points importants sont à noter :

● On a pu se rendre compte, que la mobilisation de ces travailleurs était pour plus de 50 % le fait de la C.F.D.T., des Comités d'usagers, et des groupements d'extrême-gauche ; ainsi, la capacité de mobilisation sur une base de masse de ces organisations est apparue clairement. Il sera de plus en plus impossible à la C.G.T. et au P.C.F. de « récupérer » cette nouvelle base combative. Et pourtant si cette manifestation a eu lieu, on ne peut négliger le rôle important joué par le P.C.F. et la C.G.T. poussés par leurs bases et conscients du rôle mobilisateur que représente une action sur les transports dans la région parisienne.

Mais cette manifestation n'a été possible que parce qu'il y a quel-

ques mois, l'action du mouvement révolutionnaire, celle de notre Parti, de Lutte ouvrière, puis celle des Comités d'usagers, a sensibilisé d'une manière spectaculaire le mécontentement général ; l'action de la Fédération des Comités d'usagers a été payante, comme l'ont montré les milliers de travailleurs ayant répondu à son appel.

● Les mots d'ordre repris spontanément par les manifestants et acceptés par les militants de base du P.C.F. et de la C.G.T. ont été les mots d'ordre les plus combattifs et qui ont donné un sens offensif à cette manifestation :

- « carte unique payée par le patron » ;
- « L'Etat nous roule » ;
- « contre la hausse nous passerons gratis » ;
- « Métro-boulot-dodo, y'en a marre » ;
- « ce n'est qu'un début, continuons le combat ».

Les travailleurs par ces mots d'or-

dre, ont clairement montré qu'ils entendaient dépasser le cadre des manifestations de pression traditionnelle sur le Pouvoir pour obtenir « plus de crédits ».

~ Ainsi, la forme prise par une manifestation, le caractère de ses mots d'ordre, déterminent le contenu stratégique d'une action. D'où l'importance de la prochaine étape, qui devrait représenter un palier plus élevé.

## La prochaine étape

De nouvelles manifestations de masse auront lieu et ne pourront être préparées que dans la colère des usagers. Les transports aujourd'hui dans la région parisienne sont intimement liés aux conditions de travail : tout le monde sait bien que si les usagers décidaient d'utiliser les moyens de transport dans des conditions normales (1) ils arriveraient à leur travail avec des retards de deux et même trois heures : voilà qui bloquerait les horloges pointeuses et désorganiserait l'ensemble du système productif.

Le métro, les bus, les gares sont des terrains d'action privilégiés pour les futures campagnes de masse, chaque station de métro devenant un lieu de meeting permanent ; dans ce cadre, une nouvelle action d'un type

original très populaire permettra aux travailleurs d'exprimer librement leur colère : le mot d'ordre de « Carte unique payée par le patron » deviendra un objectif de plus en plus accessible, et non plus seulement « agitateur ».

Les travailleurs prennent conscience du travail supplémentaire que représente pour eux des temps de transport fastidieux, exorbitants, et feront la liaison entre le transport et les conditions qui sont les leurs à leur travail quotidien : avec les temps de transport qu'on leur impose dans les grandes cités, ils auraient légitimement le droit de revendiquer non plus seulement les 40 heures hebdomadaires mais les 30 heures !

La lutte contre les conditions de transport pouvait il y a quelques années apparaître comme une action de type purement réformiste ; elle est devenue aujourd'hui une action exemplaire contre le système d'exploitation. Les militants de la gauche révolutionnaire sauront faire preuve d'imagination pour faire de cette campagne un levier puissant contre l'oppression quotidienne que subissent les travailleurs. □

(1) C'est-à-dire sans accepter d'être comprimés comme des sardines en boîte.

# Main basse sur les espaces verts

Le projet de construction d'un parking souterrain sous le square Notre-Dame suscite, depuis plusieurs semaines, diverses manifestations et protestations d'associations et d'habitants du quartier opposés à la destruction de cet espace vert au cœur de Paris, et notamment à « l'arrachage » des arbres.

Samedi 7 novembre, à l'appel du comité de regroupement des habitants du IV<sup>e</sup> arrondissement (C.H.4) une manifestation publique était organisée dans le square pour la défense de cet espace vert. 200 personnes avec une majorité de personnes âgées et de femmes avec leurs enfants, répondent à l'appel et écoutent autour d'un banc deux orateurs du C.H.4. Ceux-ci reprochent au préfet de Paris d'avoir livré ce square aux intérêts financiers avec la complaisance de 41 conseillers gaullo-centristes. Ils déclarent que les arbres « arrachés », contrairement aux affirmations des « techniciens » ne repousseront pas au-dessus d'une dalle de béton 2 mètres sous terre. Vient alors le débat avec l'assistance sur la meilleure façon d'agir pour s'opposer aux premiers travaux prévus le 12 novembre. Très vite, une grande partie des gens manifestent le désir d'occuper les lieux le jour de l'arrivée des bulldozers et des arracheurs d'arbres, prévoyant même que ceux-ci seront purement et simplement sciés comme cela s'est déjà passé en d'autres lieux. Une nouvelle manifestation publique est donc décidée dans le square, le 11 novembre, en principe veille du début des travaux. Mais les choses n'en restent pas là : tout le monde décide d'aller demander une audience au préfet de Paris, ou l'un de ses représentants, puisqu'il y a à l'Hôtel de Ville de Paris un service « d'accueil du public ».

Le cortège se met donc en marche. Première consternation des manifes-

tants à la sortie du portillon du square : des policiers en civil attrapent surnoisement, en queue du cortège 6 jeunes manifestants et les poussent dans un « panier à salade » en embuscade. Des femmes et des enfants ça peut-être gênant dans un « panier à salade », mais des jeunes avec cheveux longs, ça fait plus suspect depuis mai 68. Sitôt ce premier démêlé avec la police, quelques camarades vont donner l'alerte auprès d'un conseiller de Paris (G. Chabrut, P.S.), élu du secteur, pour obtenir la libération de ces manifestants ; et le cortège continue son chemin en direction de l'Hôtel de Ville.

Arrivés devant « l'accueil du public » rue de Rivoli, la police est encore au rendez-vous : elle barre toutes les issues du service et maintient les manifestants sur le perron. Elle refuse même l'entrée d'une délégation du C.H.4. Un huissier met quand même son nez à la porte pour informer les manifestants qu'il n'y a personne pour les recevoir le samedi après-midi.

Néanmoins, tout le monde reste une heure devant les portes, sous l'œil vigilant d'un cordon de police, avec tout de même un petit espoir d'être enfin « accueillis ». On scande des slogans : « Nous voulons garder notre square », « Pas de parking sous le square Notre-Dame », « Accueillez-nous ». Rien n'y fait, l'attente restera vaine.

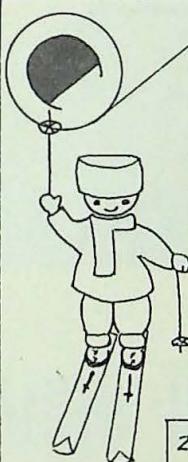
Voilà comment 200 Parisiens, un après-midi d'automne ont appris qu'il ne leur resterait bientôt que la chute des feuilles d'impôts et le droit de se taire. Pour les mécontents, il n'y a que les « paniers à salade » de la préfecture de police à leur disposition. La « nouvelle société » parle de nuisances mais en fait rafle les espaces verts pour les livrer aux spéculateurs.

On apprenait au dernier moment que devant la protestation massive et l'action unie, le pouvoir avait reculé et renoncé à son projet de parking. □

hiver 70-71

## DECOUVERTE ET CULTURE

94 rue notre dame des champs paris 6° tél: 325 0009



- Organise des débats  
sur les pays visités durant l'été 70.
- Rencontre des militants étrangers
- S'installe à LA MEIJE (2000m)  
Le style de la Meije c'est l'autogestion et l'autoorganisation

200F = SEJOUR D'UNE SEMAINE + REMONTEES ILLIMITÉES  
+ 2H DE COURS DE SKI PAR JOUR

- Part à la découverte de la Palestine  
14 jours à Beyrouth du 3 au 16 avril      ● Prix : 1195F  
avec possibilité de circuit à Damas, en Syrie, à Jihita, Biblos, Tripoli, Les Cédres, Tyr, Sidon, Breit Eddine, Balbeck. (avec supplément)
- Part faire du ski en Tchécoslovaquie  
à Lanske-Lazne dans les Monts des Géants.  
Pension complète + voyage en avion + une journée à Prague :  
Prix basse saison : 670F      Réductions enfants
- Part faire du ski à Vars (1850m)  
au chalet des Saluces en famille : dortoirs, studios...  
Prix à partir de 140F pour un séjour d'une semaine.
- Monte à cheval en Haute Provence  
pendant les vacances de Pâques  
Prix : 520F pour 15 jours.
- Essai en Province  
délégué de découverte et culture pour la région Sud-Est :  
André Barthélémy 78 bis rue du 8 Mai 45-69-Villerbanne. tél: 84.81.24

**Un courrier abondant. Des informations importantes à faire circuler.**

**De nombreux documents à classer.  
Un fichier à consulter en permanence...**

**Mais... impossibilité de le faire  
"rue Mademoiselle".**

**En effet, manque total de place pour  
les classeurs... pour les armoires.**

**Aucune possibilité de permanence  
téléphonique...**

### **Qu'en pensez-vous ?**

**Dans le nouveau local, les problèmes pratiques seront résolus.**

Les informations pourront circuler sans entrave.

Les contacts entre les secteurs, les groupes d'action et les fédérations de province avec le Bureau National, seront plus fréquents et plus immédiats.

### **Donner pour le local est un acte militant.**

Versement au PSU, par chèque

bancaire ou postal CCP 14020 44 Paris,

avec mention "souscription du siège".

Adresse : 54 boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

# luttones internationales

Maroc

## La répression continue

Après avoir « organisé » un enlèvement d'un militant réfugié politique à Oran (Algérie) ; après avoir « négocié » la livraison d'un des héros de la Résistance et de l'Indépendance marocaines, avec les autorités franquistes ; après avoir « déclenché » une vague de répression de grande envergure qui dure depuis février 1970 et qui a abouti à l'enlèvement de presque un millier de citoyens de toutes conditions dont les uns ont été et les autres sont toujours l'objet de sévices et de tortures les plus atroces et les plus inhumaines dans les sinistres villas des brigades spéciales d'Oufkir,

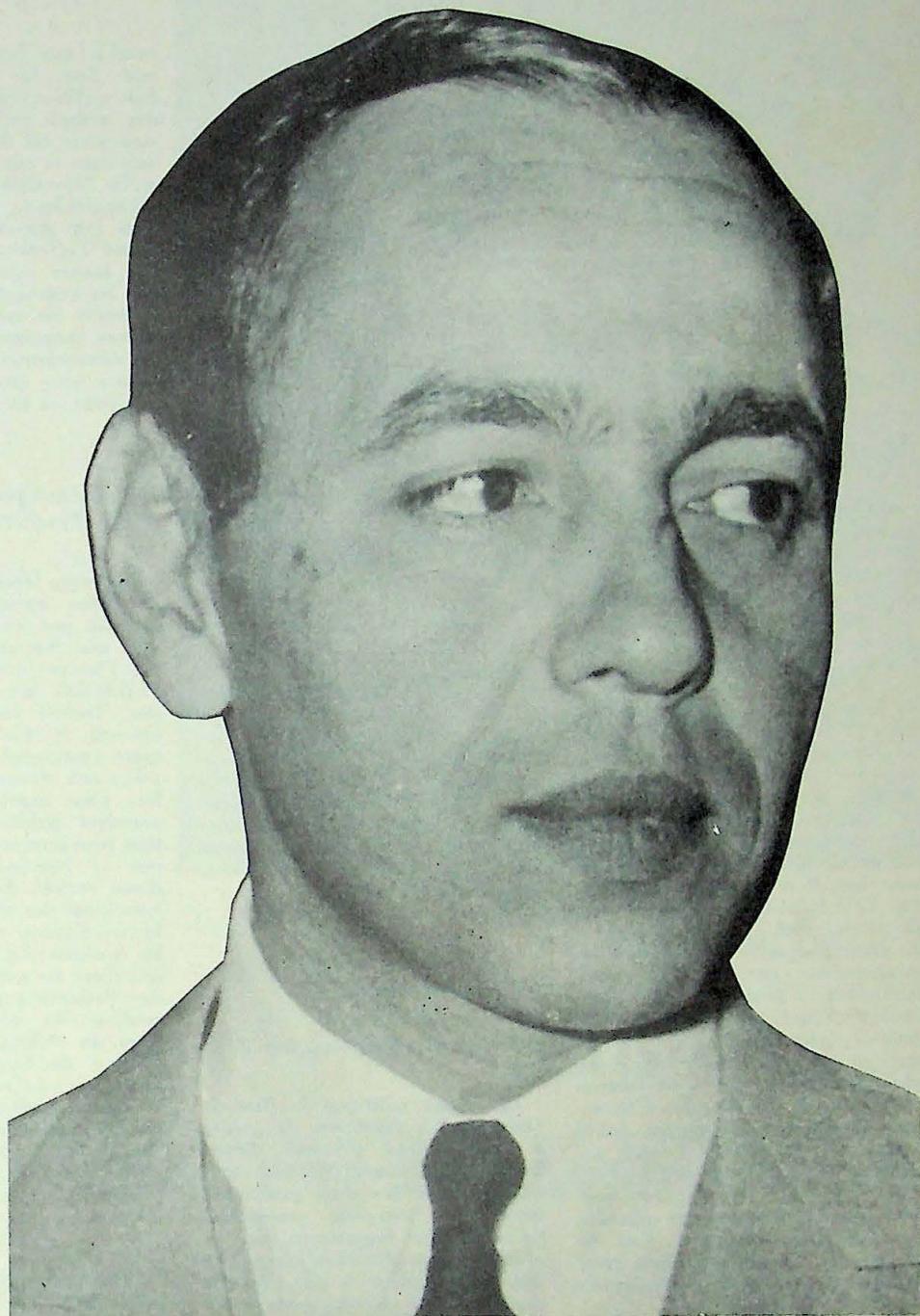
Le régime policier « d'Etat d'exception constitutionnalisés » de Hassan II prépare comme en 1963 un nouveau procès pour complot contre la sûreté intérieure de l'Etat où seraient impliqués plus de 130 démocrates et progressistes marocains.

Nous apprenons aujourd'hui que l'une des dernières victimes d'enlèvement est le camarade El Yazghi — avocat du barreau de Rabat

et l'un des jeunes dirigeants nationaux de l'U.N.F.P. Comme pour les autres victimes d'enlèvement : ouvriers, paysans, commerçants, étudiants ou autres avocats, les autorités de police ou du parquet déclarent, aux parents et aux avocats, tout ignorer du sort ou lieu où se trouve notre camarade.

Nous élevons une protestation indignée contre les méthodes barbares dont sont victimes des camarades et des citoyens sans défense.

A l'heure où Hassan II est en visite à Paris, nous dénonçons à l'opinion internationale un régime isolé et combattu par toutes les forces populaires (politiques, syndicales et étudiantes) et qui n'arrive à se maintenir que grâce à la torture, à la corruption et au soutien, notamment des impérialistes américains dont les bases militaires, maintenues secrètes depuis 1963, sont aujourd'hui connues et dénoncées par les démocrates et les hommes de paix en Méditerranée et de par le monde. □



Québec

## Un petit coin de paradis

Savez-vous quel est, selon « Paris-Match », le grand événement qu'a connu le Québec à la fin du mois d'octobre ? C'est l'accueil de 150 chasseurs français, lauréats de « l'Opération faisans », montée par Pernod, Europe 1 et Gevelot.

Et, sur sept pages de reportage on découvre un Québec idyllique — rien à voir avec cet autre pays également baptisé Québec, où gronde la révolution, où un peuple colonisé va jusqu'au meurtre d'un ministre pour secouer ses chaînes.

Non, le Québec, selon « Paris-

Match » est un petit paradis où l'on chasse le jour « éniévré d'air pur et d'espace », où l'on s'amuse le soir au Musicorama. Conclusion de « Paris-Match » : « ce séjour au Québec fait également apprécier aux chasseurs les charmes de la vie et des coutumes canadiennes : une ambiance fraternelle qu'ils n'évoqueront pas sans émotion. Ils n'oublieront jamais le folklore pittoresque et chaleureux du Québec ».

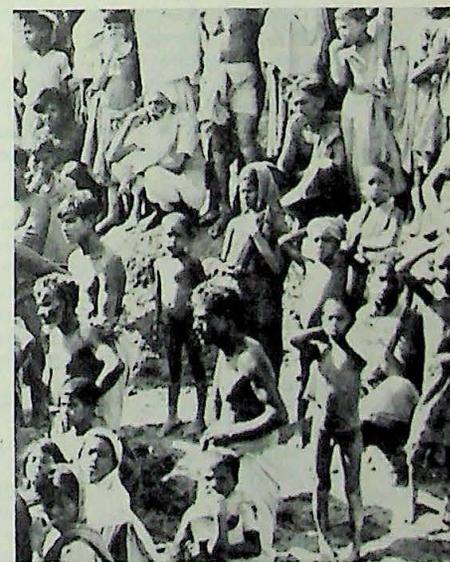
Pour être bien informés des événements importants de ce monde, lisez « Paris-Match » ! □

Pakistan

## Vers un cyclone révolutionnaire

Des centaines de milliers de morts au Pakistan. Laissons la « grande presse » verser sur eux ses larmes synthétiques. Il faut souvent de grandes catastrophes naturelles pour qu'apparaisse clairement que l'impérialisme existe et qu'il organise la famine. La révolte gronde au Pakistan Oriental devant l'inertie gouvernementale...

Pakistan Oriental : 60.800.000 habitants ; 40 dollars par an de revenu par habitant ; un million et demi de paysans sans terre ; 80 % des familles paysannes disposant de moins de 3 acres...



Après le cyclone naturel, assistera-t-on au cyclone autrement puissant de millions d'affamés marchant sur Dacca ?

Une réalité demeure, en tout état de cause : la révolte des masses opprimées, au Pakistan Oriental comme dans le reste du monde, est en constante augmentation... D'ici 1980, bien des surprises se préparent. □

# luttons culturelles



INEMA

## Camarades

Alain Moutot

Le voilà enfin jeté le pont entre cinéma engagé et cinéma de masse ! Après le remarquable « Sept jours Ailleurs », Marin Karmitz nous donne à voir « Camarades ». L'intérêt du spectateur est sollicité au départ, par l'histoire d'un cas particulier, tiré d'un scénario élaboré par Karmitz et un jeune interprète Yan Guignel. A Saint-Nazaire, Yan, 22 ans, n'a pas de travail. Il n'a pas eu de chance comme on dit. Son père, ancien ouvrier est propriétaire d'une petite librairie qui lui procure à peine de quoi vivre. Yan a interrompu ses études. Il n'a point de diplôme. Sans argent, sans but, il n'est intégré à aucune vie. Et à Saint-Nazaire, quand on a été si peu gâté, la seule issue, c'est de travailler dans les chantiers de constructions navales. Oui, mais seulement, ce genre de travail pour quelqu'un qui n'a aucune qualification professionnelle, n'a pas de quoi attirer : pas de sécurité d'emploi, semaine de 50 à 60 heures, un boulot de bouche-trou sans aucun intérêt avec le risque quasi-permanent d'accidents. Poussé par sa petite amie Juliette qui voudrait bien l'intégrer à son rêve de bonheur étroit et bourgeois et conseillé par un ami d'enfance, Yan se décide à « monter » à Paris pour trouver un emploi de grappe-papier.

A la gare Montparnasse, il se retrouve avec d'autres jeunes qui ont essayé de fuir leur province et sa misère. Mais le chômage les attend aussi dans la capitale. Aussi en attendant de trouver mieux, Yan accepte n'importe quoi. Ce n'importe quoi, c'est un travail en usine, c'est 3.500 fois dans la journée avec une interruption de 30 minutes, placer les plaques de tôle à emboutir sous une énorme presse.

### La condition ouvrière

Se démarquant un peu du cas individuel, le film débouche sur la condition prolétaire. Le propos de Karmitz est « d'exposer aux opprimés la vérité de leur situation ». (L. Trotsky).

Et en effet, pour l'ouvrier, réduit à l'état de choses qu'on déplace selon les besoins, soumis aux cadences infernales de la machine qui dompte l'homme aux exigences du travail à la chaîne, l'oppression est complète. Avec Karmitz, les accents burlesques de la répétition du geste machinal dans « Les Temps Modernes » (Ch. Chaplin) prennent un ton acide.

Dans cet enfer du travail capitaliste, dont le modernisme a changé les données tout en accentuant sa nature aliénante, l'attention sourcilieuse des patrons à maintenir et

à aggraver les cadences provoque la révolte de Yan. Aidé par ses camarades d'atelier, dans le cadre des comités d'actions et de base, le jeune ouvrier découvre la force du nombre. La réalité de la lutte de classe transcendera la révolte individuelle. Il n'est plus question pour lui d'intégrer l'univers capitaliste en gagnant plus d'argent. Il veut retrouver en commun avec ses camarades une dignité d'homme et « ouvrir la voie de la révolution ». A la fin, le film quitte complètement le champ du récit romanesque pour se faire le document d'une manifestation de grévistes, au son de l'Internationale.

### Film sur les voies de la révolution ou film révolutionnaire ?

Le constat politique du film est intéressant à condition de garder à l'esprit deux éléments. D'une part, il faut penser qu'il ne s'agit pas dans le film, d'un prolétaire, mais d'un bourgeois prolétarisé. La nuance est importante. Car en effet, la nette distanciation de héros par rapport à sa nouvelle condition lui facilite une assez rapide prise de conscience de l'exploitation. De même sa culture lui permet d'approfondir les données théoriques et idéologiques des luttes ouvrières, développant en lui ce désir d'engagement militant. En d'autres termes, le cas de Yan est un peu à part et ne peut sans risque d'erreur, être généralisé. Pour cette raison peut-être, certaines exaltations à la lutte, certaines conclusions mal amenées et qui ne sont pas insérées intimement dans la structure, le récit ou le montage du film apparaissent un peu artificiellement plaquées à l'œuvre. Et les effets musicaux (pourtant réussis) les textes de Lénine, Marx et Engels ne font que traduire un certain volontarisme.

Il ne faut pas oublier d'autre part, que le spectacle, non sans grandeur de l'usine nous est montré avec les yeux du jeune héros. Est-ce à dire que la réalité des syndicats soit si perceptible en 1970 dans une usine de l'importance de celle qui nous est si brillamment présentée dans le film ? Il est bien question de syndicats, mais il sont posés comme les défenseurs du statu-quo. Il y a plutôt là l'intention politique d'insister sur le militantisme à la base. Cette intention nous ne pouvons que l'apprécier. Mais la portée idéologique du film aurait été décuplée si avait été fournie l'explication mieux, la démonstration d'un travail militant à la base, confronté au poids manifeste et indé-

cutable que font peser les syndicats dans les combats ouvriers. Soit qu'ils reprennent un mot d'ordre avancé par ces comités d'action pour lui donner plus de raisonnable et aussi le récupérer, soit qu'ils l'étouffent simplement. Dans « Camarades », des syndicats, on n'en fait pas cas. Quand le film prend l'offensive dans les domaines laissés souvent pour compte par les organisations syndicales — à savoir les revendications qualitatives concernant les cadences et la dénonciation de l'exploitation encore plus grande des immigrés, il atteint en plein la cible.

### Du cinéma politique et de l'esthétique...

De toute façon, porter à l'écran de telles questions exigeait des qualités peu ordinaires. C'est peu dire que Karmitz a un sens inné de l'image que son passage à l'I.D.H.E.C. n'a fait que consolider. Tourné en 16 mm couleur agrandi, le résultat est esthétiquement remarquable. Le metteur en scène sait trouver les images qu'il faut pour exprimer la bêtise des enquêtes publicitaires ; le caractère provocateur de l'image idéale que la bourgeoisie veut donner d'une société d'oppression est dénoncé par des affiches filmées dans la rue. Karmitz ne recule pas, pour les besoins de la démonstration, à insérer un extrait de « L'Heure des Brasiers » pour illustrer une analyse des occupations d'usine. C'est un cinéma total. Les scènes de vie de famille, de bonheur amoureux, du repos mérité après le labeur exténuant sont rendues avec la saveur du vécu. Un beau film sur le travail, du bon travail de cinéaste. Ce qui donne encore plus de force au « message » politique.

Tout film a une signification politique en tant que produit culturel, même et surtout ceux qui s'en défendent. « Camarades » fait partie des œuvres qui révèlent le regard politique de leur auteur. Mais la réalité politique d'un film dépasse les prétentions idéologiques de son auteur. « Camarades » doit être jugé, non seulement en tant que discours déclaré politique, mais encore en tant qu'œuvre cinématographique. Incontestablement, la manière de Karmitz de faire des films est révolutionnaire. □

## Une année Brecht



HEATRE

Deux compagnies l'inaugurent avec « Homme pour Homme »,

- le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, dans une mise en scène de Jacques Rosner,
- le Théâtre de Gennevilliers, dans une mise en scène de Bernard Sobel.

Puis au printemps 71, le célèbre Berliner Ensemble viendra en France avec trois œuvres de Brecht :

- La Boulangerie, à Aubervilliers,
- Les Jours de la Commune, à Saint-Denis (T.G.P.),
- La Mère, à Nanterre (aux Amandiers).

« Le docker Galy Gay qui était parti un matin de chez lui pour acheter un poisson, se trouve à la fin de la pièce, revêtu de l'uniforme de la Grande armée britannique et transformé corps et âme en un féroce combattant pris dans les rouages d'une guerre impérialiste.

L'inexorable processus de cette transformation, à laquelle le héros collabore, sans réellement y participer, fait l'objet de la pièce qui se déroule aux Indes, dans une atmosphère de faux héroïsme colonial, parodie de Rudyard Kipling ».

Le projet de cette pièce, Brecht l'avait conçu en 1920 à Munich : il s'agissait alors de la transformation d'un menuisier en un crémier.

En 1922, Brecht rédige un premier manuscrit de Homme pour Homme.

Il arrive à Berlin, capitale d'une Allemagne vaincue, ville de la politique, des combats clandestins, des intrigues ; il y règne une grande misère.

Berlin, c'est aussi la ville d'Allemagne où se sont cristallisées les aspirations des révolutionnaires lutant pour la destruction de la dictature impériale.

Brecht est attiré par cette atmosphère et par la vie culturelle intense qui y règne. Le théâtre est en pleine évolution et le peuple y participe activement.

En 1924, Brecht retravaille son manuscrit.

Du thème de la vie civile, il situe alors ses personnages dans un univers militaire. Il affectionne les faits divers qui sont pour lui un élément déterminant de son travail.

« Fatale plaisanterie de trois soldats du régiment de Worchester, base de Kanderjan, Indes Orientales — Crime ou plaisanterie ? — Le débarqueur J. Galgei se prend pour un soldat nommé Jérôme Jip. »

En 1926 : création de « Homme pour Homme ».

En 1928, la pièce est montée par Eric à la Volksbühne de Berlin. Le public considère cette pièce comme totalement invraisemblable et il est consterné par le comportement de Galy Gay.

En 1931, Brecht assure la mise en scène de sa pièce. Peter Lorre et Heilen Weigel en sont les interprètes principaux.

En Allemagne, le nazisme ne cesse de croître. Hitler avait rassemblé autour de lui un groupe de fanatiques (Goering, Roehm, Goebbels, Strasser, Frick) qui allaient l'aider à conquérir le pouvoir. Mais il y a 2 millions de chômeurs. La pièce, fortement datée de l'époque 1925-26, ne répond plus à la situation, ni au changement qui s'est opéré dans l'esprit de Brecht. Il supprime deux scènes, mais malgré cela les représentations sont mouvementées et ne durent que six jours, ses amis eux-mêmes soulignant les contradictions de ce spectacle.

En 1933, au lendemain de l'incendie du Reichstag, Brecht prend le

chemin de l'exil — ses livres sont brûlés par les Nazis qui règnent en maîtres sur l'Allemagne.

En 1936, Brecht rédige des notes de réflexion sur sa pièce :

« La parabole « Homme pour homme » peut être rendue concrète sans grande peine. La transformation du petit bourgeois Galy Gay en une « machine de combat humaine » peut se dérouler en Allemagne au lieu des Indes. Le rassemblement de l'armée à Kilkou peut être transformé en un congrès du parti N.S.D.A.P. à Nuremberg. Le rôle de l'éléphant Billy Humph peut être tenu par une voiture particulière volée et appartenant désormais à la S.A. Au lieu de se dérouler dans le temple de M. Wang, l'effraction peut avoir lieu dans la boutique d'un brocanteur juif. Dans ce cas, Jip serait engagé comme associé aryen au commerce du marchand. La présence de journalistes anglais servirait à justifier l'interdiction de causer des dommages visibles aux boutiques juives. »

Jacques Rosner a voulu respecter la première version de la pièce. Il s'en est du reste expliqué : Brecht ne pensait pas en 1922 qu'un régime fasciste prendrait tant d'ampleur en Allemagne, tout en en devinant les prémices.

C'est peut-être pour cela que la mise en scène de Rosner ne fait pas assez ressortir ces cinq vers figurant dans le texte :

« M. Brecht affirme un homme est  
[un homme  
Mais M. Brecht prouve aussi  
[comme  
on peut faire tout ce qu'on veut  
[d'un homme  
On peut si nous n'y veillons pas  
[en faire  
du jour au lendemain un tortion-  
[naire. »

et que la pièce apparait au public seulement comme une bonne et grosse farce. De même la dernière déclaration de Galy Gay n'est pas prise au sérieux, mais comme une dernière facétie de ce faux naïf, tel qu'il nous a été présenté tout au long de la pièce :

« Une clameur, encore une autre...  
Et déjà, je me sens saisi  
Du désir d'enfoncer mes dents  
Dans la gorge de l'ennemi,  
Un instinct ancestral m'ordonne :  
Sème la mort dans les familles  
Remplis ta mission sanguinaire  
Sois un conquérant ! »

Nos lecteurs pourront, s'ils ont vu les deux versions scéniques de « Homme pour homme » juger les deux interprétations de la pièce.

Pour une meilleure connaissance de l'œuvre de Brecht :

- Brecht, par Geneviève Serreau, L'Arche Editeur.
- Bertolt Brecht, par René Wintzen, Seigniers Editeur.
- Lecture de Brecht, par Bernard Dort, Pierres Vives, Ed. du Seuil.
- Œuvres complètes de Brecht, L'Arche Editeur.
- Numéro Spécial EUROPE.

# Opération Cartes de vœux

Carte n° 2 :

## Jeune Vietnamiennne

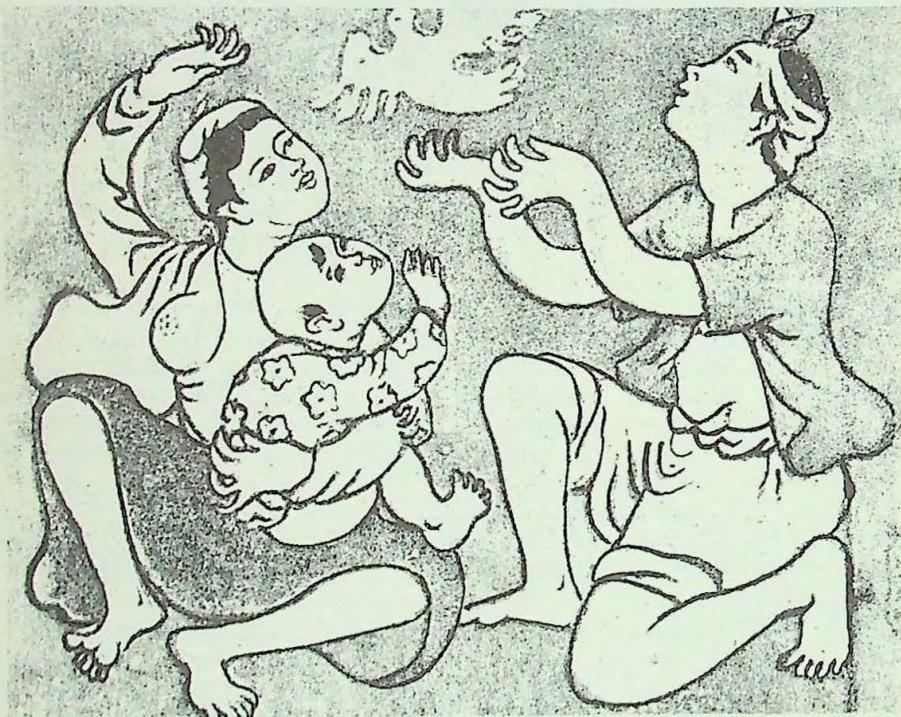
Dessin au trait inspiré par la campagne d'éducation lancée par le gouvernement démocratique du Vietnam.

Carte n° 3 :

## La Commune

Dessin au trait représentant une barricade à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, en souvenir de la Commune, dont le centenaire aura lieu le printemps prochain.

Les cartes n°s 2 et 3 ont été présentées dans T.S. du 5 novembre 1970 (n° 471)



Carte n° 4 :

## Vietnam

Réunification de la patrie. Editée par l'Union des Etudiants vietnamiens en France.

Carte n° 5

## Vietnam

Le bonheur en République Démocratique du Vietnam.

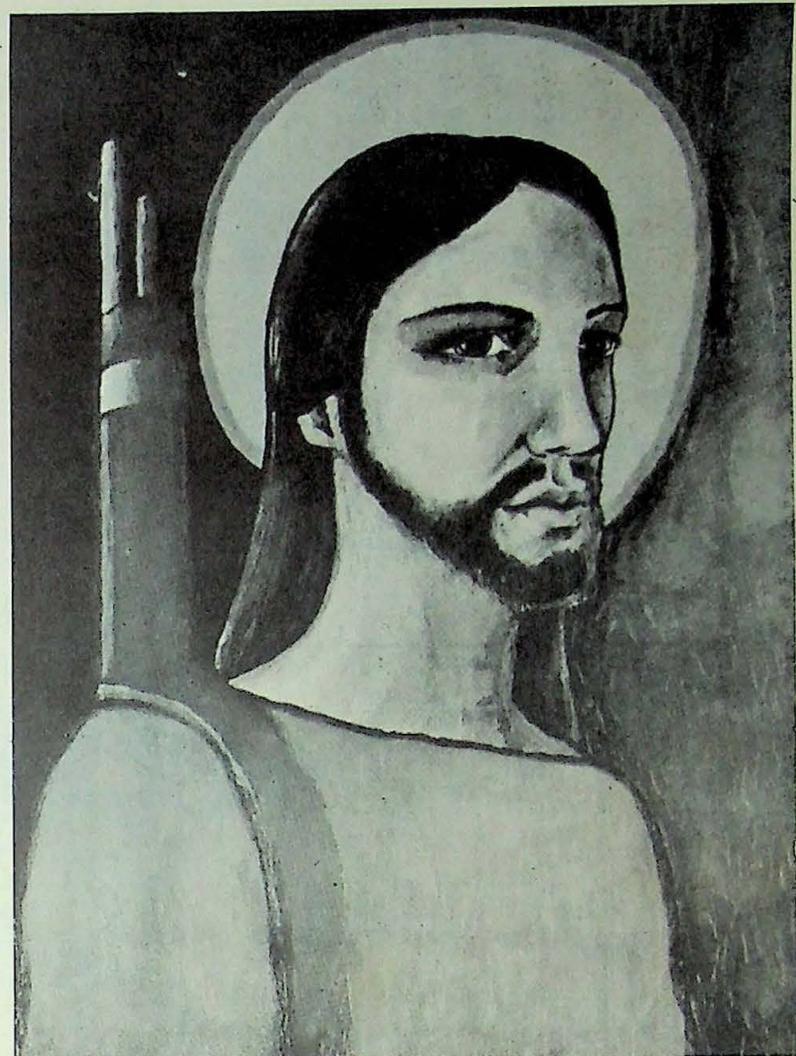
Editée par l'Union des Etudiants Vietnamiens en France.

**Comment effectuer votre commande**

- 1) Remplissez le bon de commande ci-joint ;
- 2) Envoyez-le à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup> en y joignant le montant de la commande ;
- 3) Vous recevrez avant le 10 décembre les cartes que vous aurez commandées.

Modes de règlement :

- Chèque bancaire.
- Chèque postal C.C.P. 58.26.65.
- Mandat.



Carte n° 1 :

## Christ au fusil

Carte polychrome inspirée d'un dessin sud-américain avec, au dos, une citation de Camillo Torres, prêtre colombien tué dans le maquis.

## BON DE COMMANDE

*Quantité*

*Nom :*

*Carte n° 1*

*Carte n° 2*

*Carte n° 3*

*Carte n° 4*

*Carte n° 5*

*Adresse :*

*Total*

*x 2 francs*

*Montant*

*à payer*



## Hara-Kiri étranglé

Gilbert Chantaire



En vertu d'une loi sur la presse destinée à protéger la jeunesse, les services de Marcellin ont proprement assassiné « Hara-Kiri » hebdo. Non, il ne s'agit pas comme beaucoup le pensent, du dernier numéro paru, concernant, entre autres, la mort du Général de Gaulle. Tout était prêt, semble-t-il, depuis longtemps au Ministère de l'Intérieur. L'arrêté paru au Journal Officiel du 15 novembre date du 4 novembre.

Les censeurs, imbus d'un pouvoir qui se renforce, s'auto-intoxiquent et deviennent de plus en plus exigeants. Il est nécessaire, face à cette situation, de riposter rapidement et massivement. Le 16 novembre, le Comité de Défense de la Presse et des Journalistes (26 rédactions, plus de 200 journalistes) a tenu sa première conférence de presse. Il consta-

La semaine dernière « T.S. » publiait le témoignage exemplaire d'un journaliste, fiché, matraqué, gardé à vue, empêché d'exercer son métier par la police d'un régime qui intensifie la répression dans une relative indifférence. Aujourd'hui, nous attirons l'attention des camarades sur une nouvelle atteinte du pouvoir bourgeois à la liberté d'expression. Un décret administratif et apparemment anodin vient d'interdire définitivement et sans recours pratique la parution de l'hebdomadaire « Hara-Kiri ».

te : « Qu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'un détournement de l'esprit de la loi dans le but de supprimer un journal dont le contenu politique déplaît aux autorités ». Il est difficile d'être plus clair ! Les syndicats de journalistes, à l'exception, à notre connaissance de la C.G.T., ont immédiatement réagi ainsi que les patrons de presse reçus par le ministre de l'Intérieur. La rapidité et la violence de la réaction ont obligé Marcellin à répondre publiquement et à motiver l'interdiction ce qui n'avait pas été fait et augmentait si possible l'arbitraire d'une telle mesure.

### Les marcellinades

La mesure d'interdiction a pu paraître limitée à certains. Il n'en est malheureusement rien. « Hara-

Kiri » hebdo, est interdit à la vente aux mineurs de moins de dix-huit ans, à l'affichage et à la publicité. Excusez du peu ! C'est le véritable arrêt de mort assorti du fait que toute publication faisant l'objet des « interdictions susdites... » devra être exclue des sociétés coopératives de messagerie de presse ». Merci M. Marcellin, puisque vous réservez quand même à « Hara-Kiri » le droit de se faire imprimer !

ça) que la jeunesse aurait bon goût de consacrer son temps à de plus saines lectures. Le dernier numéro d' « Hara-Kiri » est pour Fauvet une « nourriture » de « mauvais goût ». Il se pose ensuite très sérieusement (évidemment) la question de savoir, après une merveilleuse série de tartes à la crème si la jeunesse (toujours elle) « exposée au spectacle quotidien de la réalité du monde et de la cruauté des hommes... » a beaucoup



De subtilités en subtilités, de marcellinades en marcellinades, on découvre que le ministre de l'Intérieur n'agit que pour protéger les mineurs et « garantir la liberté de la presse contre des abus aussi grossiers ». « Hara-Kiri », comme « Spirou » ou « Mickey » est un journal pour enfants bien sûr ! Qui oserait affirmer le contraire ? (pas le Pouvoir, assurément, qui tente de déguiser une condamnation politique). Ce Pouvoir qui vient de trouver un allié de taille en la personne de Jacques Fauvet, directeur du « Monde ».

### Fauvet s'en mêle

Quelle aubaine de pouvoir lire dans un journal sérieux (« Le Monde » = quotidien sérieux, objectif, indépendant... tout le monde sait

à pâtir de cette sorte de lecture ». Ce qui veut dire clairement que le directeur du « Monde », comme nombre de journalistes et d'intellectuels dédaigne « Hara-Kiri » hebdo, nie son contenu politique et le défend uniquement par principe. Les principes étant élevés à la hauteur d'une institution. En définitive, Fauvet estime (et il n'est pas le seul hélas) que nos jeunes esprits ne seraient pas troublés par cet « érotisme plus bête que méchant » s'ils lisaient « Le Monde » (le sous-entendu est si évident qu'on est étonné de ne pas le voir écrit en toutes lettres !)

Souhaitons aux collaborateurs et aux travailleurs d' « Hara-Kiri » hebdo, employés désormais au nouvel hebdomadaire « Charlie », de réaliser enfin un journal pour adultes à l'abri de la répression !

